



**— université  
— LUMIÈRE  
— LYON 2**

# Compte financier

**2024**



# Préambule

Le compte financier (CF) 2024 confirme l'entrée de l'Université Lumière Lyon 2 dans une période de fortes turbulences budgétaires avec un déficit comptable de 1,7 M€ (contre 2,2 évalué au deuxième budget rectificatif de 2024) mais surtout un taux de rigidité des dépenses (ratio de masse salariale sur produits encaissables) de 85,57 %. Celui-ci est situé au-dessus du seuil d'alerte ministériel fixé pour les établissements de SHS à 85 %. Si les deux autres critères décisifs (Fonds de roulement et Trésorerie) restent au vert, les projections du budget initial 2025 laissent également craindre une forte dégradation de ces indicateurs à court ou moyen terme.

Cette situation découle de la crise du modèle de financement des universités publiques désormais placées - à la différence d'un certain nombre d'écoles publiques comme les Instituts d'études politiques qui ne connaissent en conséquence pas du tout les mêmes difficultés - sous le régime des « responsabilités et compétences élargies » (RCE). Alors que l'Université Lumière Lyon 2 fait partie des universités de SHS les moins dotées de France proportionnellement à son nombre d'étudiants - les universités de SHS étant elles-mêmes parmi les moins dotées des établissements d'enseignement supérieur publics - cette crise de financement est elle-même la conséquence du désengagement relatif de l'État. Dans les dernières années, ce désengagement s'est principalement caractérisé par trois mesures :

- La première est l'arrêt, à partir de 2018, de la compensation du « glissement-vieillesse-technicité » (GVT) qui désigne l'augmentation automatique des dépenses de masse salariale du fait du déroulement des carrières des agents. À Lyon 2, le GVT est estimé à 0,9 M€ par an, soit un manque à gagner très conséquent.
- La seconde est l'absence de compensation des surcoûts salariaux que l'État a lui-même décidé dans le contexte de forte inflation post-COVID (dont mesures dites Guérini). Ceux-ci ont, à eux seuls, représenté une dépense

supplémentaire de 2,7 M€ en 2024 qui s'ajoute aux 3,9 M€ de surcoûts non compensés cumulés depuis 2022, pour un total estimé à 9,5 M€ fin 2025, hors CAS pension qui bien que compensé conduira à lui seul à dégrader le ratio de 0,16% (par « CAS pension », on entend la hausse de la contribution employeur, de 4%, au compte d'affectation spécial des pensions des fonctionnaires). Or sans ces 2,7 M€ laissés à la charge de l'établissement en 2024, le taux de rigidité des dépenses serait de 84,1% soit en-deçà du seuil d'alerte. En effet la mise en œuvre de la Loi de programmation de la recherche (LPR), adoptée en décembre 2020, a impliqué une forte augmentation de la masse salariale, entraînant mécaniquement une dégradation de ce ratio, la SCSP demeurant de très loin la principale recette de l'établissement et les dépenses de personnel les principales dépenses de l'établissement.

- La troisième est l'absence de compensation d'une partie des surcoûts d'électricité depuis 2021 malgré le plan de sobriété adopté par l'établissement, pour 0,7 M€ en 2024. En cumulé, ce surcoût est estimé à 3,4 M€ fin 2025.

S'il a été signifié à l'établissement que son « modèle économique » n'est pas viable en l'état, force est donc de constater qu'il en est ainsi principalement du fait des décisions du principal financeur des universités publiques, nombre de celles-ci se trouvant dans une situation analogue voire plus préoccupante encore que la nôtre. Pour Lyon 2, s'ajoutent à ces contraintes celles liées à l'ouverture de la Ruche à la rentrée 2026 qui suscitera de nouvelles dépenses à absorber, en fonctionnement comme en ressources humaines.

Pour autant, en lien avec le décret n° 2024-1108 du 2 décembre 2024 relatif au budget et au régime financier des établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel et l'arrêté du 5 décembre 2024 relatif aux seuils de soutenabilité budgétaire des établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel (EPSCP) relevant du ministère de l'enseignement supérieur, le dépassement du taux de rigidité des dépenses de 85 % impose à l'établissement l'adoption des conditions de retour à l'équilibre (CRE). Celui-ci devra recueillir l'approbation du rectorat avant d'être soumis au vote du Conseil d'administration au plus tard 3 mois après l'adoption du CF.

Il n'existe que deux leviers de correction de la trajectoire budgétaire de l'établissement : l'augmentation des recettes (SCSP comprise) et la réduction des dépenses, en particulier de masse salariale. Or à Lyon 2, seules environ 66% des heures d'enseignement sont assurées par des titulaires, le reste de l'offre de formation nécessitant le recrutement de près de 2400 intervenants vacataires. Sachant par ailleurs que les missions des universités ne cessent de s'étendre, les marges de manœuvre apparaissent donc très limitées.

- L'établissement s'est d'ores et déjà saisi de la question des recettes de formation continue et d'alternance qui lui permettent d'augmenter ses ressources propres. Ces efforts seront poursuivis. Mais le développement de l'alternance et de la FTLV n'est pas une fin en soi, il n'a de sens qu'en lien avec des projets de formation pertinents. La stratégie de développement de l'alternance est par ailleurs limitée par les incertitudes que l'État fait peser sur elle après l'avoir fortement encouragée.

- Les équipes continueront d'aller chercher des recettes en répondant à des appels à projet (AAP) mais les scénarii sont là aussi limités dans la mesure où les sommes gagnées sont essentiellement mobilisables en RH (au détriment du fameux ratio), peu stables et posent de nombreux problèmes de gestion, notamment humaine, en interne.
- La réforme imposée de la politique d'exonération appliquée par Lyon 2 aux frais différenciés acquittés par les étudiants en provenance de pays hors Union européenne et Espace économique européen renforcera mécaniquement les recettes attendues au titre des frais d'inscription, sous réserve des effets du dispositif sur l'attractivité de l'établissement.
- Dans le cadre de la nouvelle accréditation, l'établissement devra également se pencher sur l'ampleur et la complexité de son offre de formation, sans doute difficilement soutenable, sur un plan RH, en l'état de ses forces vives.
- Enfin il faudra sans doute réfléchir à décaler dans le temps certains recrutements, après une campagne d'emplois 2025 déjà contenue qui a elle-même fait suite à des campagnes 2023 et 2024 plus soutenues.

Reste que ces axes d'amélioration ne suffiront en aucun cas à résoudre la crise du « modèle économique » de l'établissement qui ne peut être surmontée sans un renfort de son principal financeur. Pour l'heure, l'Université Lumière Lyon 2, comme une majorité d'autres universités, petites et grandes, se trouve dans une impasse budgétaire.

# Sommaire

1.	AUTORISATIONS BUDGETAIRES .....	6
1.1.	AUTORISATIONS D'EMPLOIS .....	6
1.2.	AUTORISATIONS BUDGETAIRES : DEPENSES ET RECETTES .....	9
1.2.1.	Synthèse des dépenses .....	9
1.2.2.	Dépenses de fonctionnement .....	11
1.2.3.	Dépenses de personnel .....	15
1.2.4.	Dépenses d'investissement .....	20
1.2.5.	Recettes .....	24
1.2.6.	Solde budgétaire .....	29
1.2.7.	Restes à payer .....	30
2.	ÉQUILIBRE FINANCIER .....	30
2.1.	TABLEAU D'ÉQUILIBRE FINANCIER .....	30
2.2.	TABLEAU DES OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS .....	31
3.	ANALYSE DE LA SOUTENABILITE.....	31
3.1.	TABLEAUX DE SITUATION PATRIMONIALE.....	31
3.1.1.	Compte de résultat prévisionnel .....	32
3.1.2.	Capacité/Insuffisance d'autofinancement .....	35
3.1.3.	Investissements (emplois) et ressources .....	36
3.1.4.	Fonds de roulement, besoin en fonds de roulement et trésorerie .....	37
3.2.	PLAN DE TRESORERIE.....	38
3.3.	TABLEAUX RELATIFS AUX OPERATIONS PLURIANNUELLES.....	39
3.4.	TABLEAU DE SYNTHESE BUDGETAIRE ET COMPTABLE .....	40
3.5.	PRINCIPAUX INDICATEURS FINANCIERS .....	41
4.	IMPACT FINANCIER DU COMP.....	42
5.	ANNEXES.....	45



Le **BI** signifie le **Budget Initial**. Il constitue le premier acte obligatoire du cycle budgétaire annuel de l'établissement. Approuvé par le Conseil d'administration (CA), le budget est l'acte qui prévoit et autorise les recettes et les dépenses pour une année donnée.

Le **BR** signifie le **Budget Rectificatif**. En cours d'année, en fonction de la réalisation des objectifs de recettes et de la consommation des crédits, l'établissement peut être amené à revoir les prévisions inscrites au BI. Il le fait via un BR, voté dans les mêmes formes que le budget initial.

Le **CF** signifie le **Compte Financier**. Ce document retrace l'exécution du budget de l'exercice précédent et apprécie sa santé financière au regard d'indicateurs tels que le résultat, la CAF, ou le niveau de fonds de roulement.

# 1. Autorisations budgétaires



Les autorisations budgétaires soumises au vote du conseil d'administration sont présentées au travers des tableaux 1 (tableau des autorisations d'emploi), 2 (tableau des autorisations budgétaires) et 3 (tableau des dépenses par destination et des recettes par origine).

Le CF de l'exercice 2024 s'inscrit dans un contexte économique moins défavorable que celui des exercices précédents, mais qui demeure toujours très contraint et place l'Université en situation de tension financière.

La moyenne annuelle 2024 de l'inflation demeure en effet significative (+ 2 %, contre + 4,9 % en 2023 et + 5,2 % en 2022). Surtout, les mesures de revalorisation salariales intervenues en 2022 et 2023 et compensées de façon partielle par l'État continuent de déployer leurs effets, avec un effet d'extension en année pleine (EAP) pour celles issues du « Rendez-vous salarial du 12 juin 2023 ». Enfin, la hausse des coûts énergétiques, constatée depuis l'exercice 2022, continue de peser sur les dépenses contraintes de l'établissement.

Malgré la conjoncture, l'Université s'est attachée à poursuivre en 2024 ses opérations immobilières structurelles, notamment le projet La Ruche dont l'ouverture au public est prévue pour la rentrée universitaire 2026. De même, l'établissement a poursuivi les efforts déployés dans le cadre de sa stratégie de formation et de recherche, la conduite des projets pour lesquels elle a été lauréate en 2024 ou au cours des exercices antérieurs, et bien entendu la mise en œuvre des politiques nationales d'enseignement supérieur et de recherche.

L'exercice 2024 constitue enfin la première année d'exécution du contrat d'objectifs, de moyens et de performance (COMP) conclu avec l'État, qui a permis à l'Université d'obtenir des financements supplémentaires au regard de projets portés dans les différents objectifs fixés avec le Ministère.

## 1.1. Autorisations d'emplois

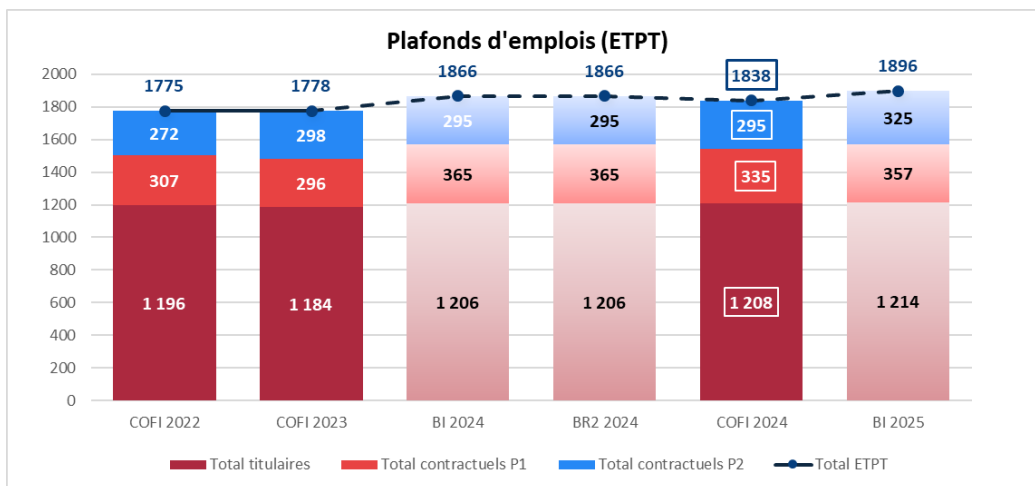


Le tableau n°1 présente les autorisations d'emplois de l'exercice, correspondant à l'ensemble des emplois pouvant être rémunérés par l'établissement. Elles sont exprimées en **équivalent temps plein travaillé (ETPT)**, de manière à prendre en considération la quotité de travail et la période d'activité dans l'année. Le respect des autorisations d'emplois s'apprécie en moyenne annualisée : il s'agit de la moyenne sur 12 mois des consommations exprimées en ETPT mensuels.

Pour les organismes ayant la qualité d'opérateurs de l'État, pour lesquels un plafond d'emploi est par ailleurs fixé en loi de finances au niveau des programmes ministériels de rattachement, l'autorisation d'emplois votée par l'organe délibérant comprend les emplois décomptés sous le plafond fixé en loi de finances, dit « **plafond État** », et les emplois financés « hors SCSP », décomptés sous le plafond « **établissement** ».

La consommation d'ETPT de l'exercice 2024 s'établit à 1838 ETPT, pour un plafond global des emplois voté par le conseil d'administration de 1866 ETPT.

La moyenne annuelle des ETPT de l'Université apparaît ainsi en augmentation de 60 ETPT par rapport à 2023, après la diminution enregistrée entre 2021 et 2022 (-15 ETPT) et la stagnation des effectifs constatée entre 2022 et 2023 (+3 ETPT). On constate ainsi une reprise des recrutements, après la période de turn-over et de difficultés à recruter qui a marqué les deux précédents exercices.

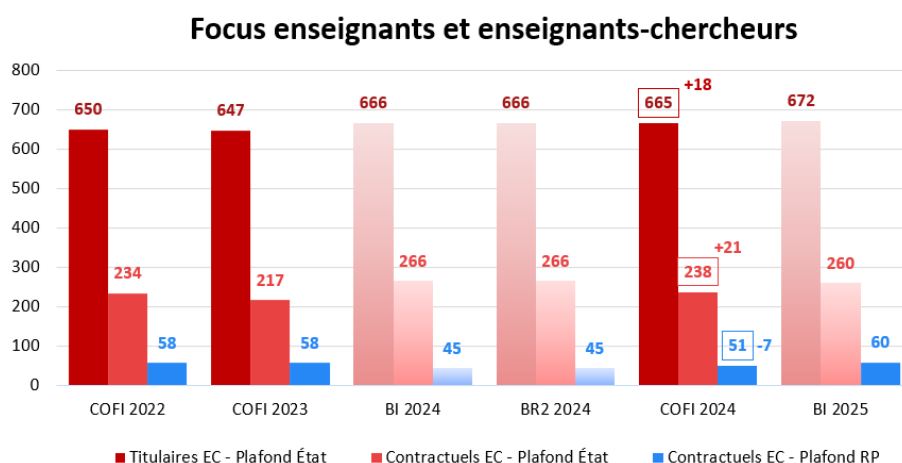


La hausse des effectifs concerne tout d'abord les **personnels titulaires** (+ 24 ETPT), sous l'effet des campagnes d'emplois 2023 et 2024.

Ainsi, les titulaires enseignants et enseignants-chercheurs affichent une évolution de + 18 ETPT par rapport à 2023, les recrutements effectués ayant notamment permis, d'une part, de relever des taux d'encadrement très bas dans un contexte d'augmentation des capacités d'accueil et, d'autre part, d'accompagner le développement de l'alternance et de la formation continue. Cette augmentation renvoie également aux effets de départ en mobilités ou en retraite particulièrement marqués en 2022 et dont les postes ont été remis au concours sur 2023 générant une extension année pleine sur 2024.

La politique d'ouverture de concours, rendue nécessaire afin de fidéliser les agents BIATSS dans un contexte de recrutement très difficile, conduit par ailleurs à constater une évolution de + 6 ETPT des personnels titulaires.

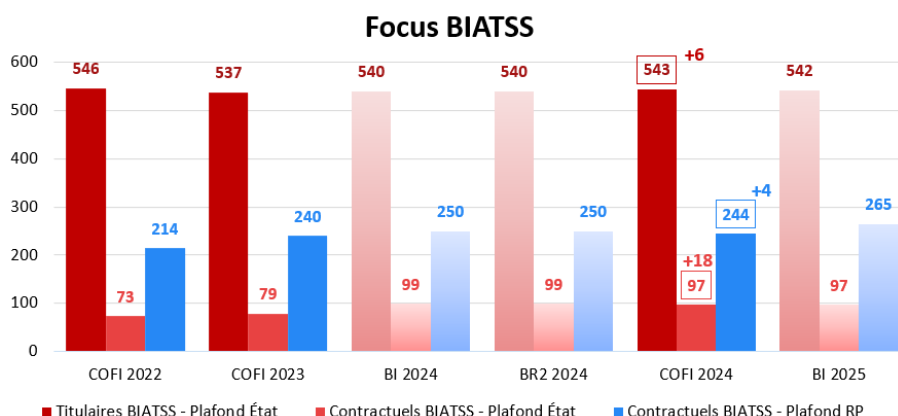
Les **personnels contractuels** progressent également, à hauteur de + 14 ETPT s'agissant des personnels enseignants et enseignants-chercheurs.



Bien que d'un niveau moindre qu'anticipé au stade de l'élaboration du BI 2024, l'augmentation des contractuels enseignants et enseignants chercheurs sous plafond État traduit les créations de chaires de professeur junior (CPJ) et les recrutements de doctorants financés par la Loi de programmation de la recherche (LPR).

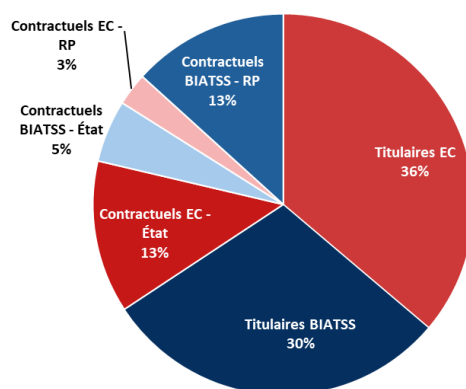
Sur le plafond établissement, l'atterrissage à 51 ETPT, supérieur à celui affiché au stade du BI, s'explique par une exécution plus dynamique que celle initialement projetée pour les contrats de recherche.

Enfin, les personnels contractuels BIATSS évoluent quant à eux de + 22 ETPT, dont la très grande majorité (18 ETPT) concerne le plafond État. Cette augmentation traduit essentiellement des créations de postes décidées afin de gérer et soutenir la croissance de l'activité et des recettes sur la formation continue et l'alternance constatée à partir de 2022, la création de postes sur projets générant des recettes et, dans une mesure moindre, des recrutements d'apprentis supplémentaires.



Au niveau global, le compte financier 2024 affiche une répartition des effectifs par statut quasiment identique à celle constatée en 2023 et celle envisagée au BI 2024.

Répartition des effectifs par statut - CF 2024





## 1.2. Autorisations budgétaires : dépenses et recettes



Les crédits en dépense prévus au budget sont constitués des **Autorisations d'Engagement (AE)** et des **Crédits de Paiements (CP)**. Les **recettes encaissées (RE)** inscrites au budget présentent un caractère évaluatif.

La notion de **solde budgétaire** correspond à la différence entre les RE et CP de l'année, soit à la variation de trésorerie générée par les opérations budgétaires.

### 1.2.1. Synthèse des dépenses

Le CF 2024 affiche des dépenses à hauteur de 168,9 M€ s'agissant des AE et de 173,4 M€ s'agissant des CP. Ces niveaux traduisent le maintien du soutien constant apporté par l'établissement à ses politiques de formation, de recherche et à ses projets immobiliers, dans un contexte budgétaire exceptionnellement contraint.

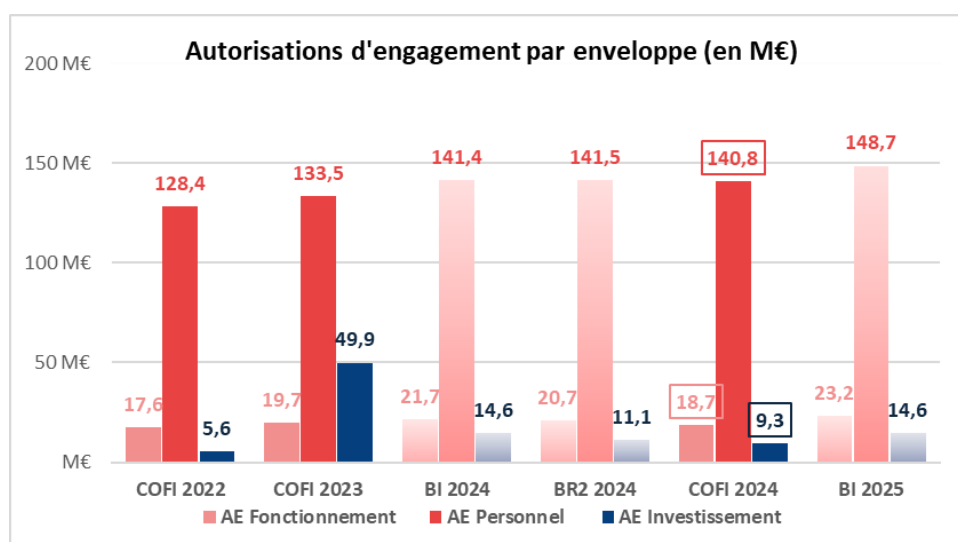
#### 1.2.1.1 Autorisations d'engagement



Les **AE** constituent la **limite supérieure des dépenses pouvant être engagées** sur l'exercice. Elles sont consommées dès l'origine de la dépense, c'est-à-dire lors de la signature de l'acte juridique engageant la dépense de l'établissement. Les AE peuvent avoir une portée pluriannuelle lorsque des engagements souscrits sur un exercice s'exécutent et donnent lieu à des paiements sur un ou des exercices ultérieurs.

Les AE consommées en 2024 s'élèvent à 168,9 M€, soit un niveau en diminution de 34,3 M€ par rapport à l'année 2023, marquée par le fort niveau d'engagements contractés dans le cadre de l'opération La Ruche (41,1 M€).

Au sein de cette enveloppe globale, 11,1 % des AE relèvent des dépenses de fonctionnement, 83,4 % des dépenses de personnel et 5,5 % des dépenses d'investissement.



Les taux de réalisation des AE, de 99,5 % pour l'enveloppe de personnel, de 90,2 % pour celle de fonctionnement et de 84,4 % pour celle d'investissement affichent des niveaux d'exécution élevés par rapport aux prévisions du BR2 2024 adoptées en décembre dernier. La bonne réalisation des dépenses envisagées dès le stade du BI 2024 est également à souligner, et témoigne de la sincérité des prévisions

budgétaires proposées au conseil d'administration ainsi que de la capacité de l'établissement à optimiser, par le biais de réallocations de crédits effectuées en cours d'année, les ressources disponibles et à répondre ainsi aux besoins évolutifs des différents centres financiers.

	2022		2023		2024	
	par rapport au BI	par rapport au BR	par rapport au BI	par rapport au BR	par rapport au BI	par rapport au BR
<b>Autorisations d'engagement (AE)</b>	<b>78,9%</b>	<b>91,0%</b>	<b>100,5%</b>	<b>97,8%</b>	<b>95,1%</b>	<b>97,5%</b>
AE Fonctionnement	84,8%	78,8%	83,9%	90,1%	86,2%	90,2%
AE Personnel	98,9%	97,6%	98,0%	99,3%	99,6%	99,5%
AE Investissement	13,5%	44,4%	117,5%	97,2%	63,9%	84,4%

À l'instar des années précédentes, il est enfin possible d'observer que l'essentiel de la sous-exécution des enveloppes de fonctionnement et de personnel relève des dépenses sur conventions. Alors que les dépenses réputées sur conventions affichent un taux d'exécution de 69,2 % s'agissant du fonctionnement et de 89,5 % s'agissant de la masse salariale (soit des volumes de crédits non consommés de 1,3 M€ et de 0,4 M€), le taux d'exécution des dépenses dites « non affectées » (NA) s'élève quant à lui à 95,7 % pour le fonctionnement (- 0,7 M€) et à 99,8 % pour l'enveloppe de personnel (- 0,2 M€).

### 1.2.1.2 Crédits de paiement



Les CP constituent la **limite supérieure des dépenses pouvant être payées** sur l'exercice budgétaire pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des AE. Dans le cas d'un engagement juridique s'exécutant sur plusieurs exercices, la consommation des CP est échelonnée sur plusieurs exercices budgétaires, jusqu'à atteindre le total des AE initiales. Les CP sont annuels et permettent de prévoir les décaissements, assurant alors une meilleure visibilité sur l'évolution de la trésorerie.

173,4 M€ de CP ont été consommés au titre de l'exercice 2024, soit un niveau en augmentation de 11 M€ par rapport à l'exercice précédent. La très grande majorité du décalage entre les consommations d'AE et de CP (4,5 M€) provient de l'exécution des opérations pluriannuelles, et plus particulièrement de l'opération La Ruche (2,4 M€ d'AE en 2024 contre 9,5 M€ de CP). L'exercice 2024 a en effet été marqué par l'avancement des travaux de gros œuvre engagés en 2023.

C'est également le volume des décaissements effectués sur cette opération qui induit des écarts entre AE et CP dans la répartition des crédits par enveloppe. S'agissant des CP, les dépenses de fonctionnement représentent 10,1 % de la consommation, contre 81,2 % pour les dépenses de personnel et 8,7 % pour celles d'investissement.

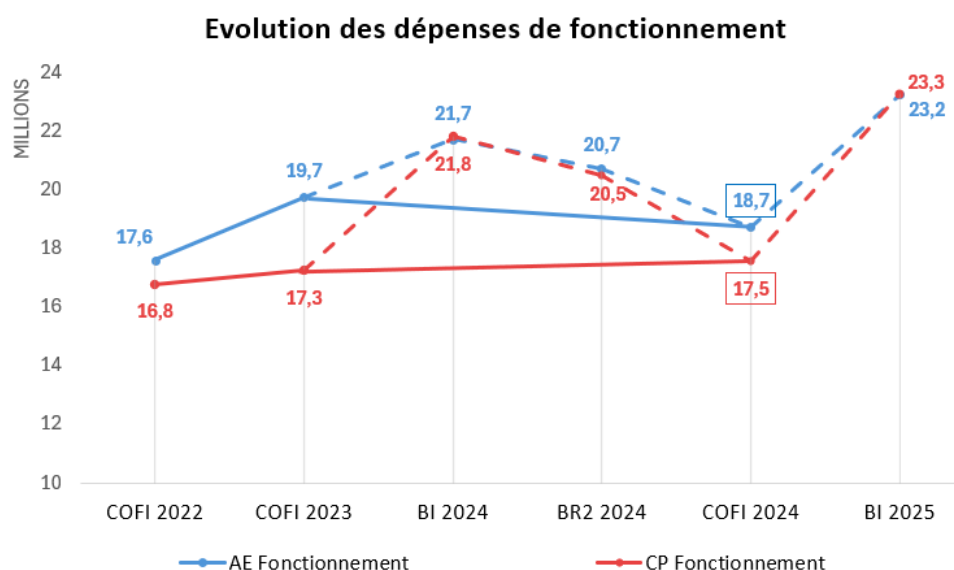
Les taux d'exécution des CP présentent également des niveaux satisfaisants au regard des prévisions du BR2 2024, quoiqu'améliorables s'agissant de l'enveloppe de fonctionnement. À nouveau, on constate que la sous-exécution relève essentiellement des dépenses effectuées sur conventions dont 1,6 M€ de crédits reste non consommé. Leur taux d'exécution, de 63,5 %, présente un niveau bien inférieur à celui des dépenses de NA (91,7 %, pour 1,4 M€ de crédits non consommés).

	2022		2023		2024	
	par rapport au BI	par rapport au BR	par rapport au BI	par rapport au BR	par rapport au BI	par rapport au BR
<b>Crédits de paiement (CP)</b>	<b>89,5%</b>	<b>91,4%</b>	<b>87,9%</b>	<b>96,7%</b>	<b>85,7%</b>	<b>96,0%</b>
CP Fonctionnement	80,8%	75,0%	73,1%	85,1%	80,4%	85,7%
CP Personnel	98,9%	97,6%	98,0%	99,3%	99,6%	99,5%
CP Investissement	42,7%	62,0%	46,4%	87,8%	38,4%	80,3%

Par rapport aux prévisions du BI, la très bonne réalisation des dépenses de personnel, dont l'enveloppe n'a été qu'imperceptiblement mouvementée à l'occasion des deux BR de l'exercice, est notable. L'écart constaté entre le BI 2024 et l'exécution finalement constatée relève, s'agissant du fonctionnement, des conventions pluriannuelles et, s'agissant de l'investissement, du décalage d'une partie des travaux de l'opération La Ruche sur 2025.

### 1.2.2. Dépenses de fonctionnement

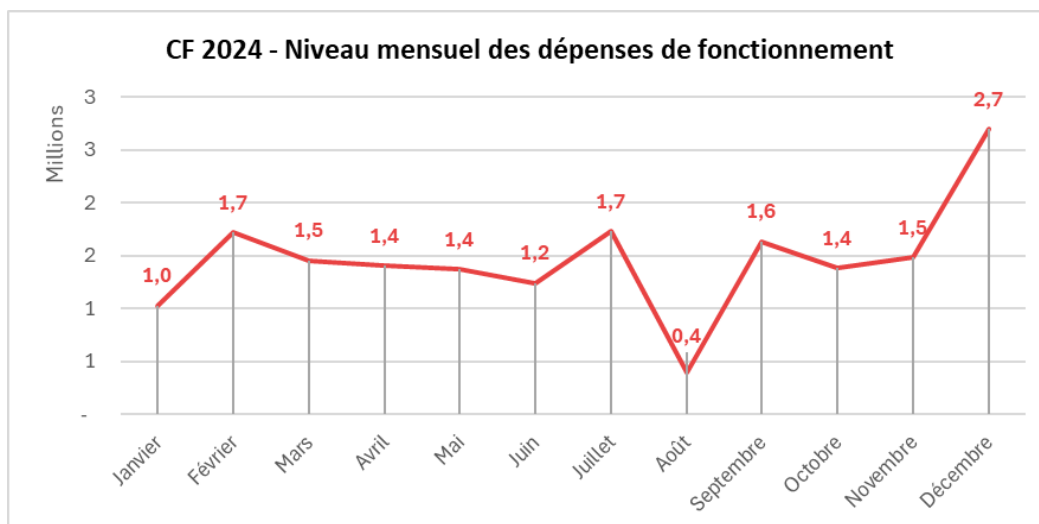
Les dépenses de fonctionnement de l'exercice 2024 s'élèvent à 18,7 M€ en AE et 17,5 M€ en CP, soit des montants très proches de ceux constatés en 2023 (pour mémoire, 19,7 M€ en AE et 17,3 M€ en CP). Cette stabilité devrait permettre de réinterroger la programmation ambitieuse adoptée pour l'exercice 2025, qui marque un net décrochage par rapport aux niveaux constatés les années précédentes.



La sous-exécution par rapport aux dernières prévisions de l'exercice 2024, adoptées en décembre, s'élève à 2 M€ pour les AE et à 2,9 M€ pour les CP. Ces niveaux mettent en évidence les marges de manœuvre dont dispose encore l'établissement pour améliorer son pilotage budgétaire. Dans un contexte budgétaire contraint, ils soulignent la nécessité de mobiliser plus efficacement les différents responsables budgétaires afin de les inscrire pleinement dans la campagne d'identification des crédits libres d'emplois menée à l'automne, ainsi que dans la logique de déprogrammation/reprogrammation portée par le BR de fin d'année.

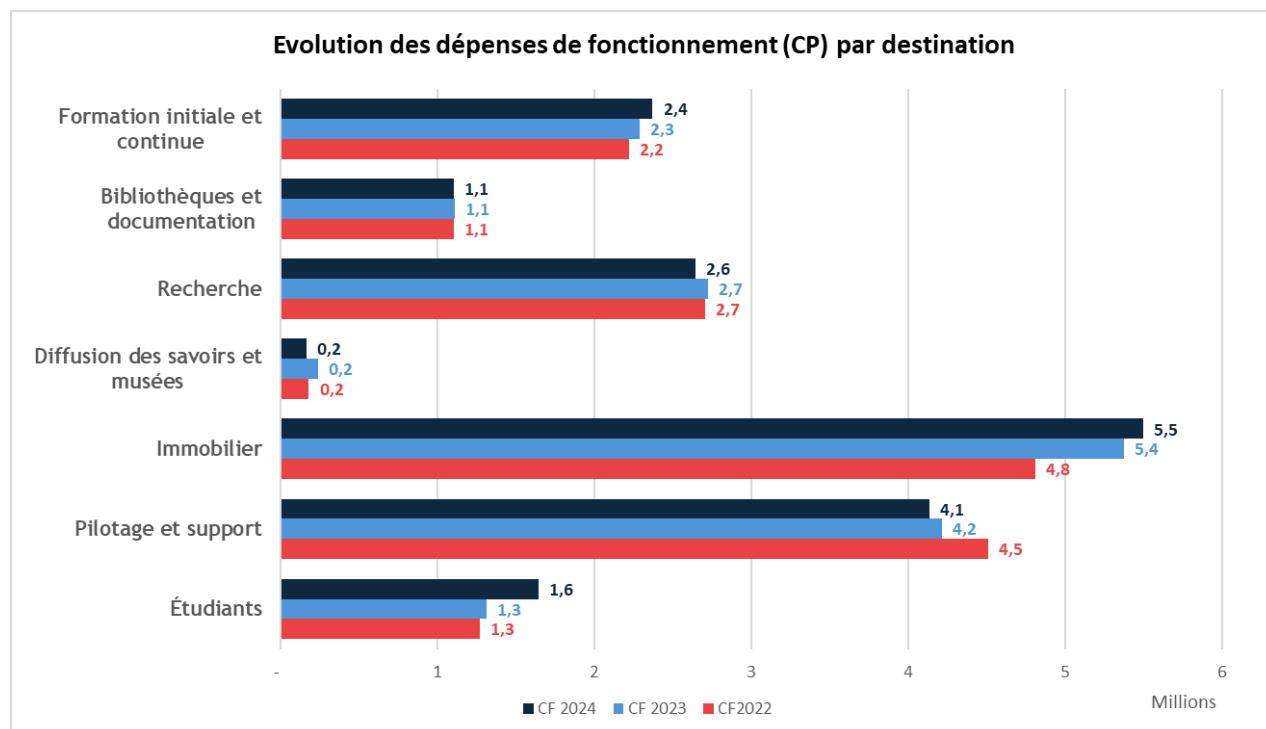
Par ailleurs, le niveau mensuel d'exécution des dépenses de l'exercice 2024 témoigne, cette année encore, de la forte tension qui pèse sur le dernier mois de

l'année. En décembre, le niveau de décaissement constaté sur l'enveloppe de fonctionnement est en effet plus de deux fois supérieur à la moyenne des dépenses effectuées sur les autres mois, et ce, malgré la période de fermeture annuelle. Près de 5 800 mises en paiement ont été réalisées sur ce seul mois, contre une moyenne de 1 962 les autres mois de l'année. À ce facteur s'ajoute le passage, sur cette période, de certaines grosses factures annuelles.



### Répartition des dépenses de fonctionnement par destination

La répartition des dépenses de l'exercice 2024 par destination confirme, pour l'essentiel, les évolutions déjà constatées en 2023.



On relève tout d'abord la progression des CP de fonctionnement de la destination **Formation initiale et continue**, qui atteignent un niveau de 2,4 M€ (+ 81 k€ par

rapport à 2023), dont 1,3 M€ pour la licence, 710 k€ pour le master et 348 k€ pour le doctorat.

La majorité de ces dépenses relèvent des frais de déplacements professionnels (hors voyages d'études, visites et sorties pédagogiques), pour 639,7 k€ (- 23,3 % par rapport à 2023). Les autres principaux postes par nature de dépense sont les suivants :

- 362 k€ au titre de charges diverses (versements de subventions ou de contributions, par exemple aux écoles doctorales, versements de prix de thèse, certifications TOEIC, contrats d'apprentissage, etc.) dont 185,7 k€ concernant deux reversements au CNED dans le cadre du dispositif Forse ;
- 321,1 k€ de frais de réception (marché traiteur, hors achat épicerie), soit une évolution de + 17 % par rapport à 2023 ;
- 277,9 k€ de frais de personnel mis à disposition de l'établissement ;
- 118,7 k€ au titre d'achats de goodies, dépenses publicitaires ou de communication, etc. (-1,1 % par rapport à 2023).

La destination **Bibliothèques et documentation** présente, cette année encore, un niveau de dépense très stable : 1,1 M€ comme en 2023. La quasi-totalité des dépenses concernées (958,4 k€) relève d'achats d'ouvrages et d'abonnements à des publications.

Les CP de fonctionnement de la destination **Recherche** s'élèvent quant à eux à 2,6 M€ et affichent ainsi une légère diminution par rapport à l'exercice précédent (- 83,4 k€). Au sein de cette enveloppe, 1,5 M€ de dépenses (57,6 %) ont été effectuées sur conventions, le reste relevant du NA.

De même que pour la destination formation, le premier poste de dépense relève des frais de déplacements professionnels, avec un niveau de 801,4 k€ de CP consommés en 2024 (-7,4 % par rapport à 2023). Les autres principaux postes de dépense sont les suivants :

- 687,9 k€ au titre de charges spécifiques (conventions de reversements, participations financières diverses, aides à la publication, etc.), dont 165,5 k€ pour le projet « Initiative en modélisation pour la ville durable et les bâtiments innovants » déployé dans le cadre de l'action Programmes d'équipes prioritaires de recherche (PEPR) ;
- 212,4 k€ de frais de réception (marché traiteur, hors achat épicerie), soit une évolution de - 17,5 % par rapport à 2023 ;
- 162,7 k€ de frais de personnel mis à disposition de l'établissement ;
- 158,8 k€ au titre de documentation technique et bibliothèques.

162,6 k€ de CP de fonctionnement ont été consommés sur la destination **Diffusion des savoirs et Musées**, soit un niveau en léger recul par rapport à l'exercice précédent (- 75,6 k€). La plupart des dépenses exposées relèvent de frais d'impression (46,6 k€), de droits d'auteur et de reproduction (18,2 k€), ou encore de frais d'emballage et de transport de moulages (12,9 k€).

Avec un niveau de consommation de 5,5 M€, en très légère augmentation par rapport à 2023 (+ 121,8 k€), la destination **Immobilier** constitue le premier poste des dépenses de fonctionnement.

Au sein de cette enveloppe, les dépenses de fluides représentent un coût de 2,5 M€, contre 1,5 M€ en 2021 (année de référence). Bien que l'on constate une légère amélioration par rapport à 2023 (- 0,2 M€), les dépenses énergétiques constituent une part substantielle des dépenses contraintes de l'établissement. En lien avec le plan de sobriété adopté en 2023, l'Université poursuit ainsi son action pour la rénovation énergétique et la transition de ses campus.

En dehors des fluides, les principaux postes de dépense de la destination Immobilier relèvent de prestations externes de nettoyage (633,1 k€, dont 48 k€ de dépenses de nettoyage des tags), de dépenses d'entretien et de réparations sur biens immobiliers (travaux de maçonnerie, réparation d'ascenseurs, remplacement de fenêtres, etc.) pour 618,2 k€, d'achats de fournitures d'entretien et de petit équipement (461,2 k€) ou encore de dépenses de gardiennage (377,5 k€) et de maintenance type chauffage, SSI, ascenseurs, CVC, etc. (342,2 k€).

Les CP de fonctionnement consommés sur la destination **Pilotage et support**, d'un niveau de 4,1 M€, présentent quant à eux une très légère contraction par rapport au niveau exécuté en 2023 (- 80,4 k€). Parmi ces dépenses, 1,5 M€ relèvent de la gestion des SI et du numérique, 486,7 k€ de la gestion RH, 268,4 k€ du domaine Pilotage (vie institutionnelle/administration), et 245 k€ de la gestion de l'international.

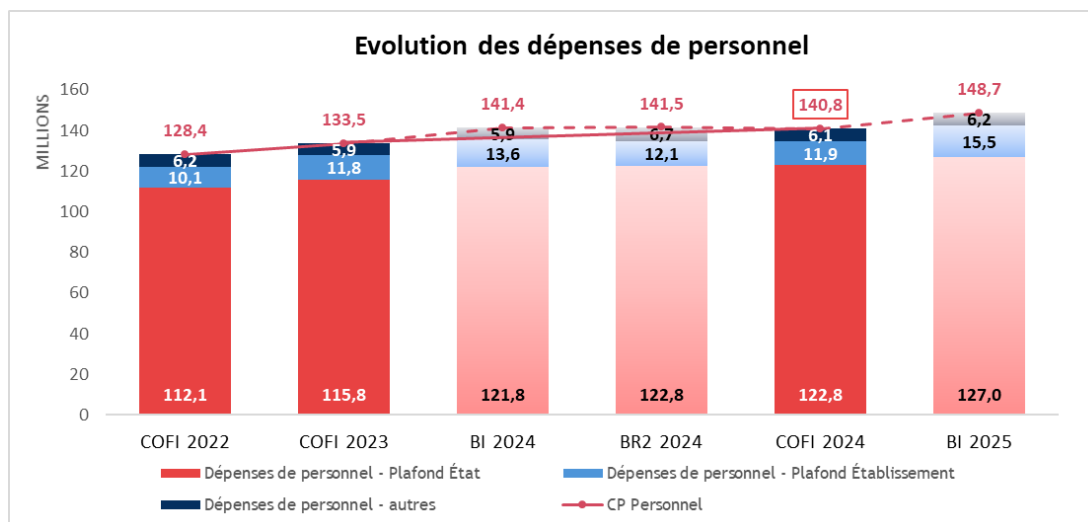
Les cinq principaux postes par nature de dépense sont les suivants :

- 566,2 k€ au titre de diverses dépenses de maintenance (RAM pour les logiciels AMUE, maintenance photocopieurs, support Oracle, etc.) ;
- 398,9 k€ de redevances pour concessions, brevets, licences ou marques, permettant notamment l'utilisation des logiciels pédagogiques, bureautiques ou métiers ;
- 268,3 k€ de dépenses de formation continue des personnels ;
- 262,6 k€ de dépenses de fournitures d'entretien et de petit équipement ;
- 249,4 k€ au titre de charges spécifiques (participations financières diverses, comme par exemple la subvention annuelle versée à l'Association sportive de l'Université, prestations de service pour paye à façon, etc.).

Enfin, le niveau de consommation des CP de fonctionnement de la destination **Étudiants** s'élève à 1,6 M€, soit un niveau en progression par rapport à 2023 (+ 332,2 k€). Au sein cette enveloppe, 914,3 k€ relèvent d'aides directes à la mobilité internationale et 613,6 k€ de dépenses de soutien à la santé des étudiants et aux activités associatives, culturelles et sportives. Par ailleurs, 80,4 k€ d'aides exceptionnelles directes ont pu être versées (aides sociales et aides pour la préparation de permis de conduire d'apprentis).

### 1.2.3. Dépenses de personnel

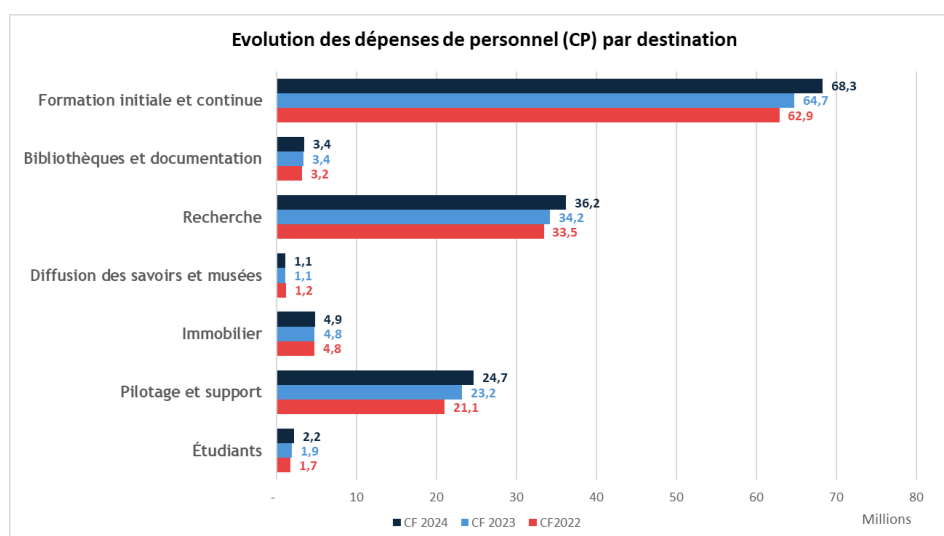
Les dépenses de personnel de l'exercice 2024 s'élèvent à 140,8 M€, affichant ainsi, comme cela était anticipé par les prévisions du BI 2024, un niveau en très forte augmentation par rapport aux exercices précédents (+7,3 M€ par rapport à 2023).



La hausse constatée résulte en grande partie de la mise en œuvre de la revalorisation du point d'indice au 1<sup>er</sup> juillet 2022 et des mesures décidées par le Ministère dans le cadre du « Rendez-vous salarial du 12 juin 2023 ». En effet, au 31 décembre 2024, l'impact cumulé de ces mesures a généré un coût supplémentaire de 7,3 M€ pour l'Université, dont 2,7 M€, pour le seul exercice 2024, reste à la charge de l'établissement.

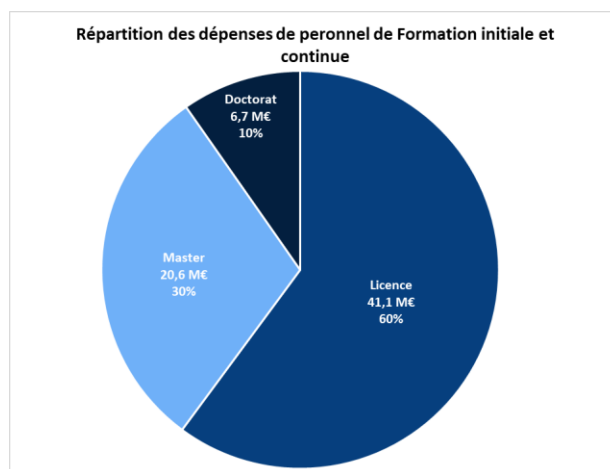
#### 1.2.3.1 Répartition des dépenses de personnel par destination

La répartition des dépenses de personnel par destination du CF 2024 demeure très comparable à celle des précédents exercices.



Au sein des dépenses de personnel, 68,3 M€ relèvent de la destination **Formation initiale et continue**, soit une évolution de + 3,6 M€ (+5,5 %) par rapport à l'exercice

2023. La répartition des dépenses entre les licences, les masters et les doctorats demeure très proche de celle constatée l'année précédente.



Les dépenses de personnel de la destination **Recherche** représentent un volume de 36,2 M€, en augmentation de 2 M€ (+5,9 %) par rapport à 2023. Au sein de cette enveloppe, on relève la progression sensible des dépenses effectuées sur conventions : de 1,5 M€ en 2023, elles s'élèvent à 2,2 M€ en 2024 (+ 43,3 %).

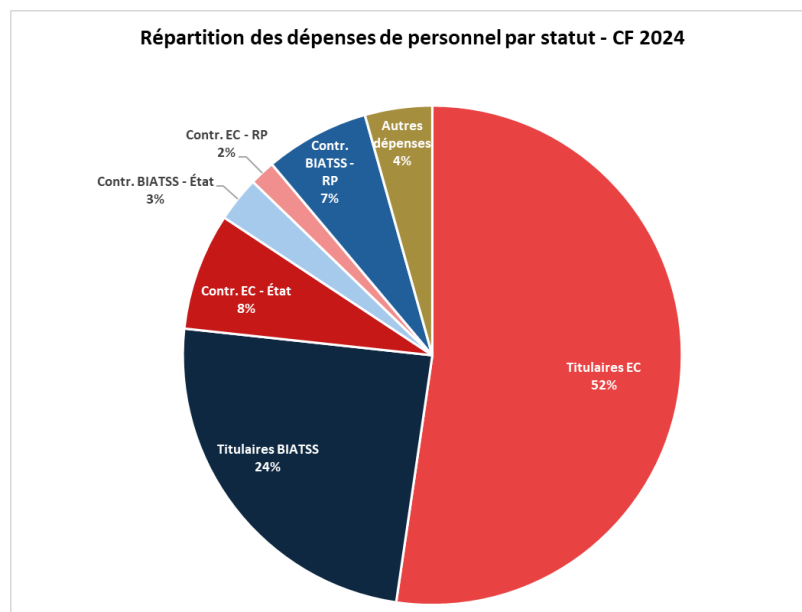
La hausse des dépenses de personnel concerne également la destination **Pilotage et support**, quoique dans une mesure moindre. L'enveloppe mobilisée en 2024 s'élève en effet à 24,7 M€, soit +1,5 M€ (+6,3 %) par rapport à l'exercice précédent. De même, le domaine fonctionnel **Etudiants** enregistre sur l'exercice une légère augmentation, de 0,2 M€.

Enfin, les dépenses de personnel fléchées sur les destinations **Diffusion des savoirs et musées** et **Immobilier** présentent quant à elles, avec un niveau respectif de 3,4 M€ et 4,9 M€, une grande stabilité par rapport à l'exercice précédent.

#### 1.2.3.2 Répartition des dépenses de personnel par catégorie d'emploi

La répartition des dépenses de personnel par catégorie d'emploi confirme les proportions constatées lors des exercices précédents :





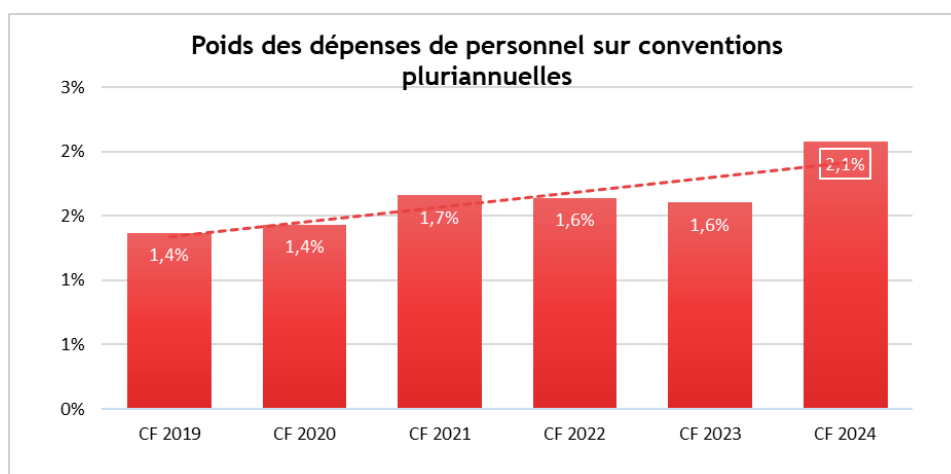
Les dépenses d'emplois titulaires s'élèvent à 108 M€, soit un niveau en augmentation de près de 5 M€ par rapport à l'exercice 2023. Elles se décomposent comme suit :

- 73,7 M€ pour les personnels enseignants et enseignants chercheurs (+ 5,4 %) dont 2,1 M€ d'heures complémentaires, soit un niveau très comparable à celui de l'exercice précédent ;
- 34,4 M€ pour les personnels BIATSS et autres personnels (+ 3,7 %).

Les dépenses d'emplois non titulaires s'élèvent quant à elles à 26,7 M€, soit un niveau en progression de 2,1 M€ par rapport au réalisé 2023 :

- 13 M€ pour les personnels enseignants et enseignants chercheurs (+ 7,4 %) ;
- 13,6 M€ pour les BIATSS et autres personnels (+ 9,4 %).

En leur sein, il est possible de noter le très fort dynamisme des dépenses réalisées sur les conventions recherche (2,9 M€, soit + 0,8 M€ par rapport à 2023). Leur poids au sein des dépenses de masse salariale de l'établissement augmente en conséquence de façon notable.



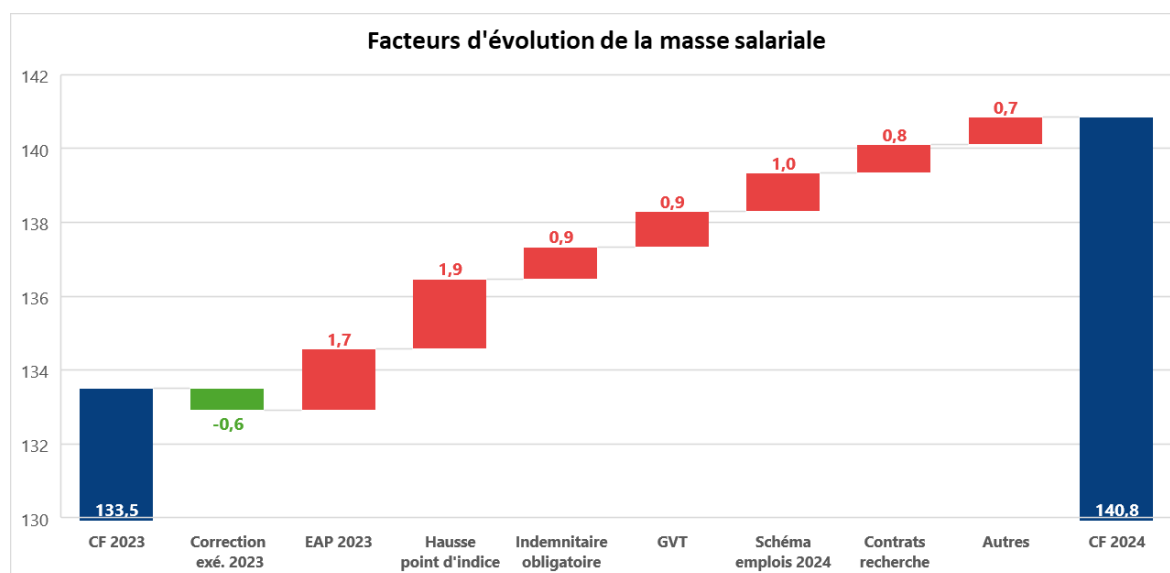
### 1.2.3.3 Principaux facteurs d'évolution des dépenses de personnel



Le **GVT** correspond à la part de l'évolution des salaires qui résulte des évolutions de carrière propres à chaque agent. Il se décline en trois composantes :

- L'**effet glissement** : c'est l'impact des flux entrants et sortants, c'est-à-dire du renouvellement du personnel sur l'évolution de la masse salariale. Les entrants sont en moyenne plus jeunes et moins « primés » et par, conséquent, rémunérés à un niveau moins élevé que l'ensemble des personnels d'un établissement. L'effet des entrants est donc en général négatif sur l'évolution générale de la masse salariale. Le signe de l'effet des sortants est moins évident car les sortants ne sont pas forcément des personnes plus qualifiées et/ou plus âgées et donc mieux rémunérées.
- L'**effet vieillesse** : c'est l'impact sur l'évolution générale de la masse salariale des changements de salaire, sans changement de fonction, dus au déroulement normal de carrière dans le métier suite à l'ancienneté : avancement sur grille indiciaire.
- L'**effet technicité** : c'est l'impact sur l'évolution générale de la masse salariale des changements de grade ou de corps, et/ou de l'acquisition de compétences nouvelles. Ces changements sont en général validés suite à un concours ou un examen professionnel.

Les dépenses de personnel évoluent de 7,3 M€ (+5,5 %) par rapport à l'exercice précédent, sous l'effet conjugué des facteurs suivants :



Par ordre d'importance décroissante, on note les hausses suivantes :

- + 1,9 M€ en lien avec l'extension en année pleine (EAP) 2023 de l'augmentation de la valeur du point d'indice au 1<sup>er</sup> juillet 2023 et les effets de l'augmentation de 5 points d'indice au bénéfice des agents à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024.
- + 1,7 M€ en lien avec l'EAP des mesures catégorielles 2023 (+ 0,4 M€) et l'EAP du schéma d'emplois 2023 (+1,2 M€). S'agissant des mesures catégorielles, l'augmentation traduit l'impact sur 2024 de la revalorisation du SMIC entrée en vigueur au 1<sup>er</sup> mai 2023, de la refonte des grilles C et B au 1<sup>er</sup> juillet 2023, du remboursement des transports domicile-travail augmenté à hauteur de 75 % depuis le 1<sup>er</sup> septembre 2023, et de la nouvelle revalorisation des rémunérations des doctorants à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024. Concernant le schéma d'emplois, l'évolution s'explique par la campagne d'emplois plus volontariste menée en 2023, les recrutements 2023 réalisés sur projets au fil

de l'eau, et enfin l'augmentation du nombre de contrats doctoraux (CDU) et la fin du dispositif des prolongations COVID.

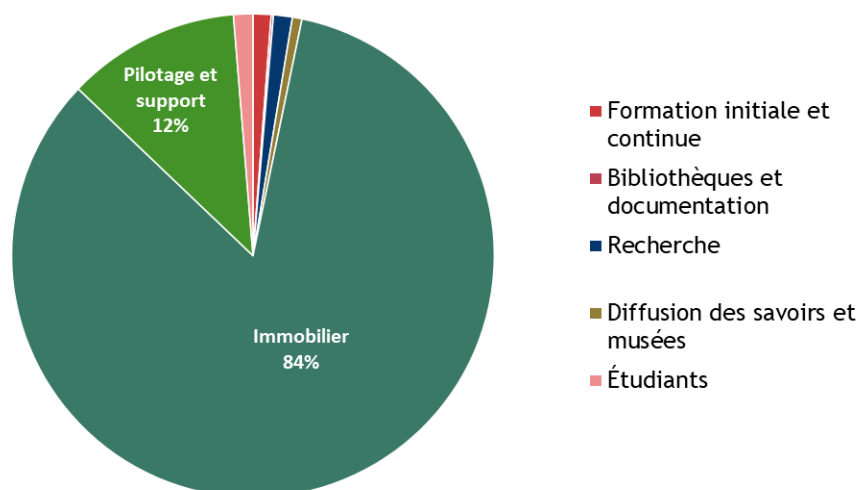
- + 1 M€ au titre du schéma d'emplois 2024, correspondant au coût de la campagne d'emplois 2024, de l'augmentation des contrats doctoraux (financés par la LRP et les ENS), et des nouvelles dépenses générées par le COMP.
- + 0,9 M€ sous l'effet du GVT.
- + 0,9 M€ au titre de l'indemnitaire obligatoire (EAP 2023 et nouvelles mesures 2024 : revalorisation de l'IFSE et de la PES des enseignants 2<sup>nd</sup> degré, revalorisation de la C1 du RIPEC ainsi que nouvelles C2 et C3).
- + 0,8 M€ sur les conventions pluriannuelles de recherche ;
- + 0,7 M€ au regard d'autres facteurs : notamment les repyramidages financés par la LPR et l'augmentation de la part des fonctionnaires parmi les BIATSS (+ 0,3 M€), ainsi que l'augmentation des heures d'enseignement, en lien principalement à la montée en puissance des BUT (+ 0,2 M€).

Outre ces évolutions, il importe de tenir compte de l'impact financier total des mesures de revalorisation salariale décidées au niveau national à l'été 2022 et à l'été 2023. En effet, ces mesures conduisent à un reste à charge pour l'Université de 2,7 M€ sur le seul exercice 2024, et de 6,6 M€ sur la période 2022-2024. Ce niveau, qui participe substantiellement à l'accroissement des dépenses de personnel, conduit également à une dégradation de ses réserves. Ainsi, en 2024, le montant de la dotation de masse salariale allouée par l'État dans le cadre de la subvention pour charges de service public (SCSP) ne permet pas de couvrir les dépenses de personnel sur plafond État.

#### 1.2.4. Dépenses d'investissement

9,3 M€ en AE et 15 M€ en CP ont été consommés en 2024 au titre de l'enveloppe d'investissement. Ces niveaux témoignent, entre autres, du dynamisme de la politique immobilière de l'établissement et plus particulièrement de l'avancée des travaux en lien avec l'opération La Ruche qui représente à elle seule une consommation de 9,5 M€ de CP en 2024. En cohérence, la destination **Immobilier** représente 84 % des CP d'investissement consommés.

Dépenses d'investissement par destination - CF 2024



##### 1.2.4.1 Opérations immobilières



Les tableaux 9 et 10 retracent les engagements contractés par l'établissement sur un **horizon pluriannuel** ainsi que le rythme, annuel, des paiements prévus. Les opérations immobilières pluriannuelles sont suivies au travers du **plan pluriannuel d'investissement (PPI)** dont l'exécution est détaillée dans ces tableaux.

On distingue au sein de la destination **Immobilier** trois grandes catégories de dépenses d'investissement :

- Les projets immobiliers pluriannuels, parmi lesquels :
  - Celles relevant du PPI, bénéficiant d'un financement extérieur partiel ;
  - Celles relevant du plan de relance, intégralement financées ;
- Les projets immobiliers d'exécution annuelle, autofinancés par l'établissement.

#### Le périmètre du PPI en 2024

Onze opérations inscrites au PPI de l'établissement ont donné lieu à des dépenses en 2024. Parmi elles, il convient de relever l'avancée des travaux de l'opération La Ruche, pièce maîtresse de la reconfiguration du campus Porte des Alpes, qui a donné lieu à des décaissements à hauteur de 9,5 M€.

### Plan pluriannuel d'investissement - CF 2024

Opération		Coût total opération	CF 2024	
			AE	CP
900070LC	Learning Center La Ruche	60 374 101	2 439 604	9 458 305
900070LM	Bâtiment L (modulaires)	2 850 000	147 532	360 593
900070PA	Aménagements paysagers PDA	235 000	23 300	23 300
900070PG	Plan guide SPSI	475 470	285 092	273 812
900070E1	GER - Bât ABCF	130 497	121 742	112 999
900070E2	GER - Halles des sports B et C et bât O	95 333	92 520	80 290
900070E3	GER - IUT1 IUT2 Bât P et bât N	64 743	62 644	39 475
900070E4	GER - MDE	75 898	71 862	55 625
900070E5	GER - Bâtiment H	73 224	73 135	67 949
900070E6	GER - Palais Hirsch Belenos DEMETER	48 812	39 180	39 180
900070E7	GER - Bâtiment C	19 570	17 123	17 123

Les travaux conduits en 2024 ont ainsi permis de poser les fondations du bâtiment, réaliser les travaux de terrassement et de blindage, et démarrer la plupart des travaux de gros œuvre. Pour mémoire, le coût global du projet a dû être revu à la hausse en cours d'année, en lien avec l'intégration des effets de l'inflation et la révision des enveloppes prévues pour l'achat de mobilier et la gestion des aléas. Les nouvelles estimations pèsent sur la part de l'opération auto-financée par l'Université, qui devrait s'élever à un peu plus de 30 % du montant total.

L'exercice 2024 a également été marqué par la mise en œuvre des opérations « Gains énergétiques rapides » (GER), retenues dans le cadre de l'appel à projets 2024 lancé par l'État pour soutenir la rénovation énergétique de ses bâtiments et de ceux de ses opérateurs. Les travaux conduits par l'Université et cofinancés par l'État s'inscrivent pleinement dans l'objectif de réhabilitation et de modernisation du patrimoine immobilier universitaire. Ils devraient conduire à une réduction de la consommation énergétique de l'établissement ainsi qu'à une réduction de ses émissions de gaz à effet de serre (isolation des points singuliers, robinets thermostatiques, relamping, horloge sur extraction, compteurs).

Suite à la fermeture au public du bâtiment L sur le campus Porte des Alpes, l'installation de salles de cours en bâtiments modulaires d'une surface de 3 000 m<sup>2</sup> a en outre pu s'achever en 2024. Les bâtiments ont été livrés et mis en service au mois de mars. Pour mémoire, cette opération a bénéficié d'un accompagnement financier exceptionnel de 3,1 M€ de l'État, versé dans le cadre de la SCSP 2022. Le financement de la démolition du bâtiment L est quant à lui assuré dans le cadre du CPER en cours.

Enfin, l'opération « Plan guide SPSI », qui doit aboutir à la mise à jour du schéma pluriannuel de stratégie immobilière (SPSI) de l'Université pour la période 2025-2029 et accentuer son inscription dans une démarche de transition énergétique et écologique, a connu une forte avancée en 2024 et devrait ainsi pouvoir s'achever l'année prochaine.

### Le plan de relance

Les projets immobiliers financés par l'État dans le cadre du plan de relance ont été, dans leur quasiment-totalité, réalisés en 2023. Une dernière opération reste à achever, relative à l'achat et l'installation des panneaux photovoltaïques destinés à

l'autoproduction d'électricité sur La Ruche. Initialement prévue au budget 2024, celle-ci a été reprogrammée en cours d'exercice pour le premier semestre 2025, et n'a donc donné lieu à aucune dépense en 2024.

### Autres opérations réalisées en 2024 (hors tableaux 9, 9bis et 10)

D'autres opérations d'investissement, non formellement inscrites au PPI du fait de leur caractère moins global, moins stratégique ou seulement annuel, ont également été poursuivies en 2024 :

Autres opérations réalisées - CF 2024				
Opération		Coût total opération	CF 2024	
			AE	CP
900070LUM	Eclairage général	766 374	154 784	53 878
COMP03	Campus en transition	725 489	725 489	448 972
900070PR	Parking Ruche	484 092	484 092	145 228

Tout d'abord, en lien avec le COMP et afin d'engager l'ensemble de la communauté dans une démarche de transition écologique et de développement soutenable (TEDS), il a été procédé à la réorganisation complète de la collecte des déchets (suppression des contenants individuels, systématisation des réceptacles sélectifs). L'opération, d'un montant total de 725,5 k€, a pu démarrer en 2024, et s'est achevée en janvier 2025.

En parallèle, en réponse au contexte de saturation de l'offre en transports en commun, de réduction du stationnement automobile au profit du logement étudiant, et de l'ouverture prochaine d'une voie cyclable (VL8) reliant nos deux campus, les travaux d'installation de parkings vélo sécurisés ont également été lancés au cours de l'année 2024. Deux seront installés au 1<sup>er</sup> trimestre 2025.

Cette opération s'inscrit dans l'objectif plus large contractualisé dans le cadre du COMP de développement de la mobilité active, et devrait notamment être complétée par l'adoption d'un plan de mobilité établissement et d'actions d'accompagnement des usagers, notamment étudiants.

Les travaux de construction du nouveau parking de La Ruche, dont la maîtrise d'ouvrage est assurée par la Métropole de Lyon, ont quant à eux démarré en novembre 2024. La livraison est prévue pour l'été 2025 mais le parking continuera à être mobilisé jusqu'à fin 2025 pour effectuer les différentes plantations.

Enfin, la direction de l'immobilier a également pu poursuivre l'opération de relamping, destinée à améliorer la performance énergétique des bâtiments, en intervenant sur de nombreux bâtiments (Amphi Fugier, Palais Hirsch, IUL, CRDA pour BDR, bâtiments H, MDE, O, T, C, P, F pour PDA). Enfin, l'électrification des grandes salles a aussi été poursuivie au cours de l'année écoulée (Gaia 303 et 330 pour BDR, Amphi F2, Amphi N et H 209 pour PDA).

#### 1.2.4.2 Autres dépenses d'investissement

Hors opérations immobilières, la consommation de l'enveloppe d'investissement s'élève à 2,4 M€ de CP, répartie ainsi :

- 1,7 M€ au titre de la destination **Pilotage et support**

Les dépenses réalisées en 2024 relèvent en très grande majorité de la gestion des SI et du numérique (1,5 M€) et ont trait, par exemple, à l'équipement des salles de cours (713,8 k€) et des services (343,6 k€) ou à l'utilisation des logiciels pédagogiques, bureautiques ou métiers (225,8 M€).

- 181,4 k€ au titre de la destination **Formation initiale et continue**

Ces dépenses concernent, principalement, 77,3 k€ d'achats de matériels informatiques, 20 k€ d'acquisition de logiciels et 42 k€ pour l'équipement d'un studio vidéo à l'ICOM.

- 189,2 k€ au titre de la destination **Recherche**

Il s'agit, majoritairement, d'achats d'équipements informatiques : ordinateurs, tablettes, écrans, etc. (101 k€) ou audiovisuels (34 k€), ou encore de dépenses de petits mobiliers ou d'aménagements (26,3 M€).

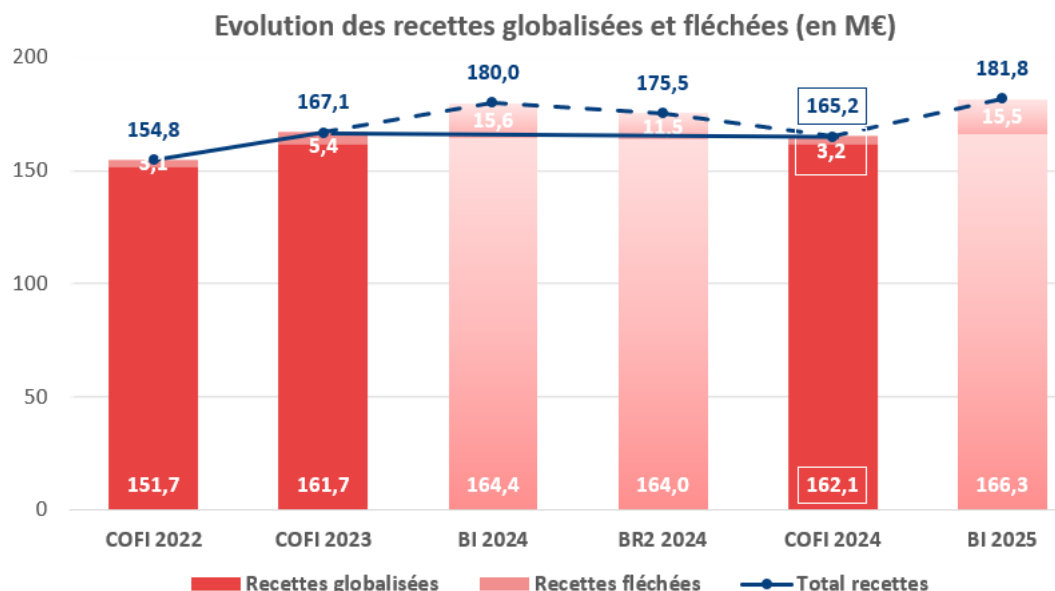
- 194,1 k€ au titre de la destination **Étudiants**

Outre l'achat de matériel audiovisuel et de cabines acoustiques, on note particulièrement la réalisation, en 2024 des travaux relatifs à la création d'une aire de Street Work-Out sur le campus Porte des Alpes.

- Enfin, 97 k€ pour la destination **Diffusion des savoirs et Musées** concernant des opérations de restauration de moulages, et 22,7 k€ pour la destination **Bibliothèques et documentation**, principalement liés au réaménagement du hall de la bibliothèque Chevreul.

### 1.2.5. Recettes

Les recettes budgétaires de l'exercice 2024 s'établissent à 165,2 M€, dont 162,1 M€ au titre des recettes globalisées (soit 98,1 % des recettes) et 3,2 M€ au titre des recettes fléchées (1,9 % des recettes).



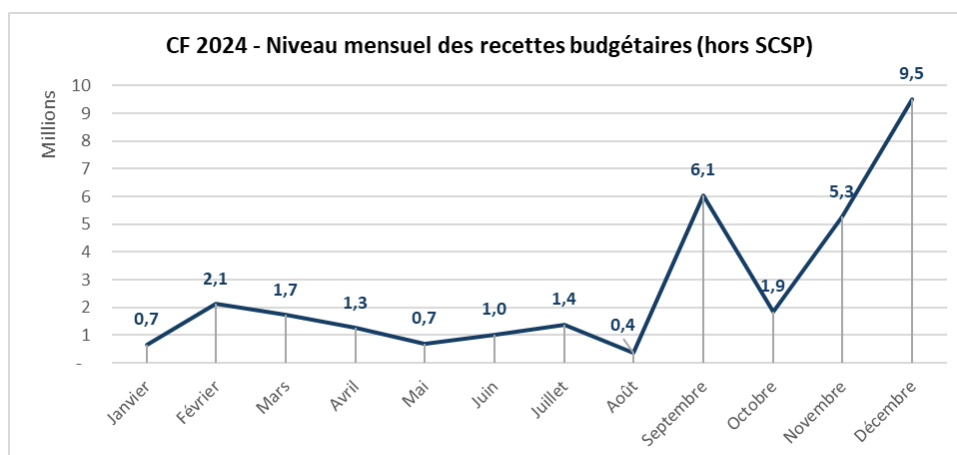
Ces niveaux, s'ils confirment l'essor pris en 2023, présentent toutefois une légère contraction par rapport à l'année dernière, et un écart notable avec les prévisions initiales et rectificatives 2024. Cet écart relève cependant presque exclusivement des financements de l'État hors SCSP (- 1,3 M€) et surtout des autres financements publics (- 8,6 M€), en lien, très principalement, avec la sous-exécution des recettes attendues sur La Ruche (- 8,5 M€).

Le taux d'exécution des recettes fléchées apparaît en cohérence très bas (27,7 %), tandis qu'au contraire, les prévisions de recettes globalisées affichent un niveau particulièrement satisfaisant d'exécution (98,8 %), concernant notamment les prévisions de recettes propres (97,4 %).

	2022		2023		2024	
	par rapport au BI	par rapport au BR	par rapport au BI	par rapport au BR	par rapport au BI	par rapport au BR
<b>Total Recettes budgétaires</b>	<b>90,1%</b>	<b>96,0%</b>	<b>97,8%</b>	<b>102,0%</b>	<b>91,8%</b>	<b>94,2%</b>
<b>Total Recettes globalisées</b>	<b>98,1%</b>	<b>97,1%</b>	<b>102,9%</b>	<b>101,9%</b>	<b>98,6%</b>	<b>98,8%</b>
dont SCSP	102,2%	100,9%	101,7%	100,8%	101,9%	100,2%
dont autres financements de l'Etat	83,4%	83,1%	153,5%	95,0%	80,9%	74,0%
dont Fiscalité affectée	71,7%	71,7%	101,1%	100,0%	106,7%	100,0%
dont autres financements publics	84,3%	76,5%	115,1%	106,7%	74,3%	83,0%
dont recettes propres	81,1%	85,2%	104,4%	108,2%	88,9%	97,4%
<b>Total Recettes fléchées</b>	<b>17,8%</b>	<b>62,9%</b>	<b>39,4%</b>	<b>107,3%</b>	<b>20,3%</b>	<b>27,7%</b>
dont financements de l'Etat fléchés	45,8%	60,1%	177,4%	115,6%	57,5%	70,6%
dont autres financements publics fléchés	2,9%	103,9%	-1,9%	-110,8%	5,6%	8,0%

A l'instar du constat fait pour les dépenses de fonctionnement, le niveau mensuel d'exécution des recettes de l'exercice 2024 témoigne de la forte tension qui pèse sur les derniers mois de l'année, en conséquence d'un rythme de facturation qui s'est fortement accéléré à compter de la rentrée universitaire (en lien, notamment, avec les recettes de formation).





### 1.2.5.1 Recettes globalisées



Les **recettes globalisées** comprennent toutes les ressources qui n'ont pas d'utilisation prédéterminée. Par principe, toutes les recettes sont censées être globalisées. La SCSP relève ainsi de cette catégorie.

Le niveau des recettes globalisées 2024 se maintient par rapport à l'exercice précédent, et présente même une légère augmentation (+ 0,4 M€). Cette apparente stabilité cache cependant un double mouvement contraire, la hausse substantielle de la SCSP allouée à l'établissement en 2024 (+ 2,6 M€, dont + 1,6 M€ liés au COMP) venant masquer la forte diminution enregistrée sur les autres financements publics (- 2,3 M€).

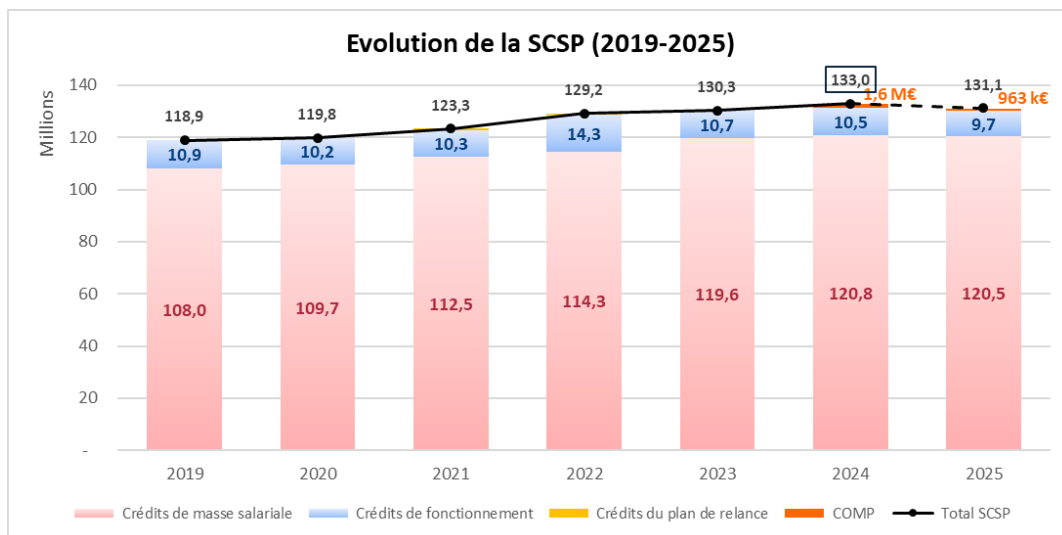
#### 1.2.5.1.1 Subvention pour charge de service public

La **subvention pour charge de service public** valorisée au titre de l'exercice 2024 s'élève à 133,3 M€, soit un montant en progression de 2,6 M€ par rapport à l'exercice précédent. Ce montant se compose :

- D'une part, de la notification finale de la subvention, de 132 950 858 €, dont 1,6 M€ correspondent au premier versement effectué par le Ministère dans le cadre du COMP (soit 50 % du montant total pluriannuel alloué). S'agissant du COMP, 963 k€ sont encore attendus en 2025 (30 % du montant total) et 642 k€ en 2026 (20 % du montant total).

La SCSP prévoit en outre 2,2 M€ de crédits alloués au titre du déploiement de la LPR, soit un montant quasiment identique à celui versé en 2023, et 1,2 M€ de compensation suite aux mesures de revalorisation salariale décidées en 2023. Rappelons toutefois que ce niveau ne couvre pas le montant réel du surcoût généré pour l'établissement.

De même, en dépit du contexte inflationniste, le montant de la dotation de fonctionnement allouée par le Ministère n'a pas été revu depuis de nombreuses années. La dotation 2024, de 10,5 M€, présente même un montant légèrement moindre que celui alloué en 2023 (- 149,4 k€). On note, notamment, la diminution de la dotation accessibilité (- 50 k€) et la disparition de la dotation mise en sécurité (- 80 k€). Ces données dégradent mécaniquement depuis quelques années le ratio rapportant la masse salariale aux produits encaissables.

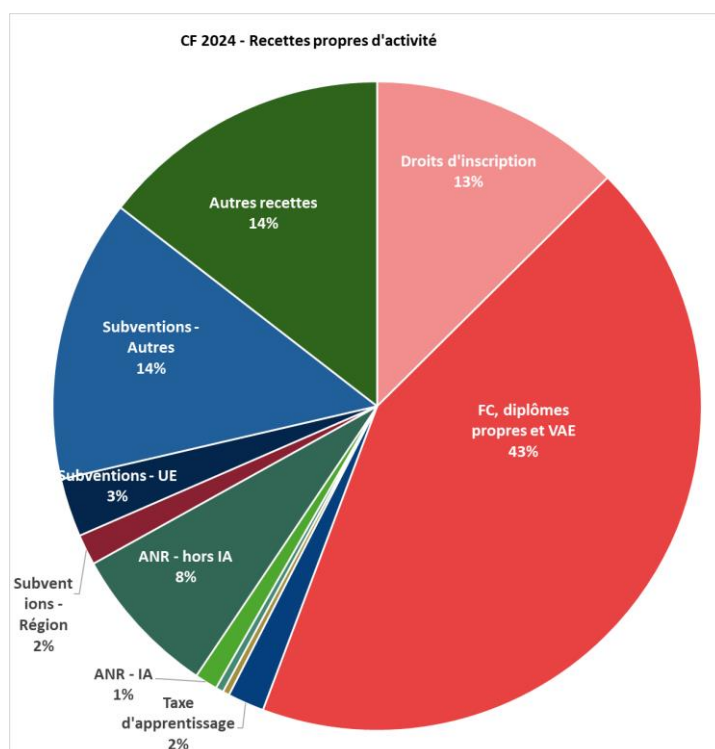


- D'autre part, du financement obtenu pour le projet LYSIERES<sup>2</sup>, pour un montant de 305 k€ et imputé comme de la SCSP depuis le lancement de l'opération en 2022. Il est à noter que ce versement correspond à la troisième et dernière année de labellisation « Sciences avec et pour la société ».

Première recette de l'établissement, la SCSP représente à elle seule 80,6 % des recettes budgétaires du CF 2024.

#### 1.2.5.1.2 Recettes propres d'activité

Les autres recettes globalisées de l'établissement, dites recettes propres d'activité, s'établissent pour 2024 à 28,8 M€, niveau en baisse de 2,3 M€ par rapport à 2023.



Cette diminution trouve son origine dans la forte dégradation des **autres financements publics** (- 2,3 M€, dont - 2,4 M€ sur conventions pluriannuelles), et plus particulièrement des financements de l'Union européenne (- 1,1 M€) et de la Région (- 0,6 M€). Par rapport aux prévisions du BR2 2024, le taux d'exécution des autres financements publics s'établit à 82,9 %, témoignant de la marge de progression restant à l'établissement pour améliorer sa gestion des conventions de recherche et renforcer la mécanique de déprogrammation/reprogrammation permise par l'adoption d'un BR de fin d'année.

Les **financements de l'État hors SCSP** affichent également une diminution (- 0,4 M€) par rapport à l'année 2023. La sous-exécution par rapport au BR2 2024 adopté en décembre trouve quant à elle son origine dans la convention conclue avec le ministère du Travail relative à l'aide financière apportée par ce dernier aux instituts du travail (en l'occurrence l'IFS) pour la conduite des actions de formation syndicale, pour laquelle les facturations attendues demeurent en grande partie en attente de versement par l'État.

Les autres recettes globalisées confirment en revanche leur évolution positive. Ainsi, les recettes de **fiscalité affectée**, correspondant à la CVEC, s'établissent à un niveau de 1,9 M€ en 2024, contre 1,8 M€ en 2023. En contrepartie, la CVEC a permis de financer de nombreuses actions d'accompagnement social, sanitaire, culturel et sportif des étudiants ainsi que des actions de prévention et d'éducation à la santé également à leur intention. On note, notamment, la réalisation d'achats destinés à la lutte contre la précarité numérique, le versement d'aides sociales, la mise en place de monitorats étudiants, ou encore la poursuite du budget participatif étudiant créé en 2019.

Les **recettes propres** 2024 s'établissent à 19,4 M€, soit un niveau en progression de 267,4 k€ par rapport à 2023. Leur poids relatif sur le total des recettes budgétaires se situe à 11,8 %, contre 11,5 % en 2023.

3,6 M€ ont été encaissés au titre des **droits d'inscription** aux diplômes nationaux en formation initiale, soit un niveau en légère hausse par rapport à celui constaté en 2023 (3,3 M€). A noter, l'indexation des droits fixés par l'arrêté du 19 avril 2019 en fonction de l'indice national des prix à la consommation hors tabac constaté par l'Insee, qui a conduit à relever à compter de la rentrée universitaire 2024-2025 de 170 € à 175 € les frais d'inscription en licence, de 243 à 250 € ceux pour l'inscription en master, et de 380 € à 391 € ceux pour l'inscription en doctorat et l'habilitation à diriger des recherches (HDR).

Les recettes 2024 issues de la **formation continue, de l'inscription aux diplômes propres et à la VAE** s'élèvent quant à elles à 12,4 M€, soit une progression de 1,1 M€ par rapport à l'exercice 2023. A noter qu'au sein de cette enveloppe, 2,2 M€ de recettes ont été réalisées au regard de titres de recettes émis au cours des exercices 2023 et antérieurs. Sur les titres émis en 2024, 2 M€ n'ont pas encore fait l'objet d'un rapprochement avec un encaissement en trésorerie et seront donc constitutifs de recettes budgétaires 2025.

Plus précisément, les recettes issues de la formation en apprentissage atteignent 7,8 M€ (+ 1 M€ par rapport à 2023), celles de la formation continue 2,8 M€ (soit un

niveau stable par rapport à l'exercice précédent, - 89 k€) et celles des inscriptions aux diplômes propres 1,9 M€.

La **taxe d'apprentissage** génère quant à elle une recette de 524,4 k€ en 2024, en progression de 151,2 k€ par rapport à l'exercice précédent, cette évolution reflétant les efforts fournis par les composantes pour maintenir une forte mobilisation des entreprises partenaires, dans un contexte règlementaire pourtant évolutif et défavorable.

Enfin, les « **autres recettes** » de l'exercice 2024, de 2,3 M€, sont de nature et d'origine diverses (mises à disposition, valorisation des locaux, conventions de partenariat, consultations médicales, etc.). Elles présentent un niveau en recul de près d'1,1 M€ par rapport à l'exercice 2023, au cours duquel avaient été constatées plusieurs recettes de nature exceptionnelle, comme la prime de chauffage urbain (305 k€), ou encore des pénalités de contentieux particulièrement élevées (497,5 k€).

#### 1.2.5.2 Recettes fléchées



Les **recettes fléchées** constituent une exception au principe de globalisation des recettes et ont une utilisation prédéterminée par le financeur. Elles sont destinées à des dépenses explicitement identifiées, potentiellement réalisées sur un exercice différent de celui de leur encaissement. Elles font par ailleurs l'objet d'un suivi spécifique dès leur commencement et jusqu'à leur achèvement.

Le tableau n° 8 de la liasse budgétaire permet le suivi des opérations pluriannuelles liées aux recettes fléchées en retraçant l'exécution passée et prévisionnelle des encaissements attendus ainsi que la réalisation et la prévision des dépenses afférentes. Son objectif principal est la mise en exergue des déséquilibres que ces opérations pourraient engendrer sur le solde budgétaire et donc la trésorerie de l'établissement.

Pour mémoire, le conseil d'administration de l'Université a approuvé par délibération du 31 mai 2024 les quatre critères cumulatifs suivants permettant de qualifier les opérations sur recettes fléchées :

- Action précise et ciblée ;
- Existence d'un engagement formalisé vis-à-vis d'un tiers financeur, auprès duquel une justification financière de consommation des crédits conditionne le versement de la recette ;
- Echancier de réalisation des recettes et des dépenses induisant un décalage de trésorerie pour un ou plusieurs exercices civils ;
- Montant total de l'opération supérieur ou égal à 500 000 €.

Le périmètre des recettes fléchées recouvre donc les opérations financières substantielles de l'Université également suivies dans le cadre des opérations pluriannuelles, au premier rang desquelles l'opération La Ruche, celles réalisées dans le cadre du plan de relance et de l'appel à projets « Gains énergétiques rapides » (GER) ou encore, depuis 2024, le projet BAUHAUS4EU, sélectionné en 2024 par la Commission européenne.

En 2024, 10,2 M€ de dépenses ont été effectuées au titre de ces opérations, dont 9,5 M€ au titre de La Ruche, 412,6 k€ pour les projets GER et 360,6 k€ pour l'installation de salles de cours en bâtiments modulaires (cf. supra).

Le solde des opérations réalisées sur recettes fléchées est largement déficitaire pour 2024, puisque seulement 3,2 M€ ont pu être encaissés sur l'exercice, dont 2,2 M€ de financements de l'État pour La Ruche (les 7,4 M€ de versements attendus de la part de la Région n'ayant quant à eux pu être encaissés avant la fin de l'exercice), 426,3 k€ au titre du programme Erasmus+, 338,7 k€ au titre des opérations GER et 199,5 k€ dans le cadre du projet « DEPISTMalin » porté par le laboratoire Radiations.

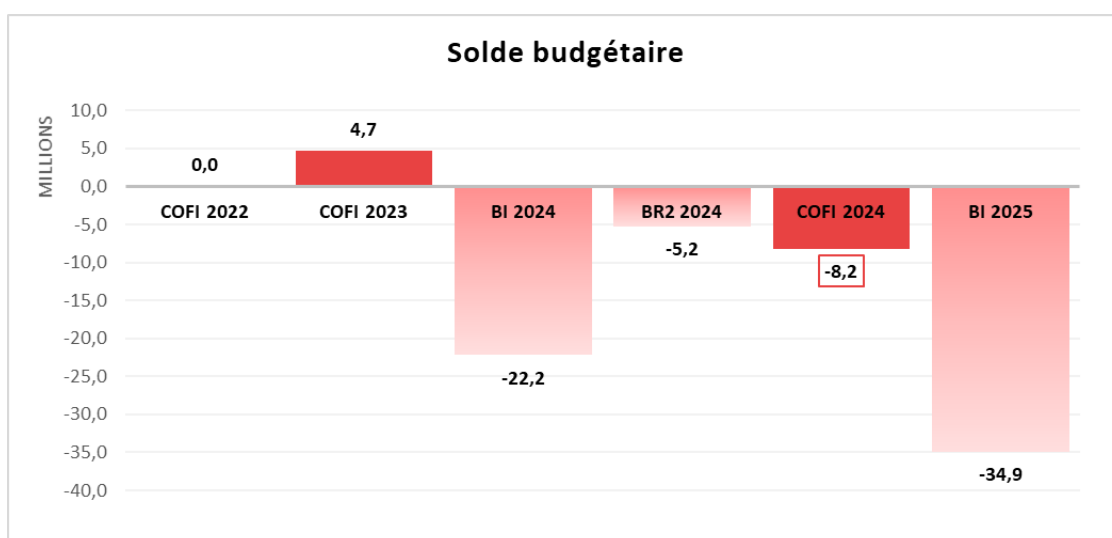
Il en résulte donc un prélèvement sur la trésorerie fléchée à hauteur de 7,1 M€, impliquant, pour 2025, un pilotage resserré des calendriers d'encaissements et de décaissements prévisionnels.

### 1.2.6. Solde budgétaire



Le **solde budgétaire** traduit l'impact sur la trésorerie des flux budgétaires de l'année (encaissements - décaissements) générés par l'activité de l'Université, quel que soit l'exercice du fait générateur.

En conséquence de l'exécution des dépenses et des recettes retracée dans les précédents développements, le solde budgétaire de l'exercice 2024 s'établit à - 8,2 M€.



Pour mémoire, le fort décalage avec les prévisions initiales de l'exercice s'explique par le report, acté lors du BR2 2024, de 15,5 M€ en lien avec des retards pris sur l'opération La Ruche pour divers travaux de tuyauterie et de gainage dans le sous-sol, la réalisation des études des corps d'état secondaire, ainsi que la mise en fabrication de la verrière. En lien avec le nouveau phasage de l'opération et comme cela a pu être souligné lors de la présentation du BI 2025, un niveau de déficit budgétaire et, par conséquent, de prélèvement sur la trésorerie beaucoup plus important est attendu pour 2025.

### 1.2.7. Restes à payer



Les **restes à payer (RAP)** correspondent à la somme des engagements souscrits et les paiements effectués sur ces engagements (soit AE consommées - CP consommés, tous exercices confondus). Cet indicateur permet d'avoir une visibilité sur les flux financiers futurs, et témoigne d'une éventuelle rigidité de la prévision budgétaire.

Principalement en lien avec l'avancée des travaux de l'opération La Ruche, le stock global des RAP diminue de 4,5 M€ en 2024, et s'établit désormais à 41,2 M€, dont 34,8 M€ au titre des opérations pluriannuelles. Ce niveau devrait très fortement diminuer en 2025 avec l'achèvement de nombreuses opérations inscrites au PPI de l'Université, et conduire ainsi à un allègement de la rigidité de ses prévisions de dépenses.

## 2. Équilibre financier

### 2.1. Tableau d'équilibre financier



Le tableau d'équilibre financier met en évidence les besoins et les moyens de couverture mobilisables pour toutes les **opérations ayant un impact sur la trésorerie**, qu'il s'agisse d'opérations budgétaires (solde budgétaire) ou non budgétaires (opérations au nom et pour le compte de tiers, autres encaissements et décaissements sur comptes de tiers, TVA, etc.).

La variation de trésorerie de l'exercice, présentée ici est donc éclairée à la fois par le solde budgétaire, l'équilibre financier qui en résulte après prise en compte de l'impact en trésorerie des opérations non budgétaires et enfin par le solde de trésorerie liée aux opérations fléchées.

L'équilibre financier réalisé en 2024 se traduit par un prélèvement de la trésorerie de 6,7 M€. Cette variation négative résulte du solde entre :

- Des opérations ayant un impact négatif sur la trésorerie de 21 M€, à savoir :
  - 8,2 M€ de déficit budgétaire constaté en 2024, dont 7,1 M€ en lien avec les opérations réalisées sur recettes fléchées (trésorerie fléchée) ;
  - 454,9 k€ de décaissements au titre d'opérations pour compte de tiers : bourses d'aides à la mobilité internationale (AMI) et TVA ;
  - 12,4 M€ de décaissements au titre d'autres opérations pour compte de tiers ;
  - 90 € de décaissements au titre d'autres opérations non budgétaires (dépôts et cautionnement) ;
- Des opérations ayant un impact positif sur la trésorerie de 14,3 M€, à savoir :
  - 457,7 k€ d'encaissements au titre d'opérations pour compte de tiers : bourses d'aides à la mobilité internationale (AMI) et TVA ;
  - 13,8 M€ d'encaissements au titre d'autres opérations pour compte de tiers.

## 2.2. Tableau des opérations pour compte de tiers



Le tableau des **opérations pour comptes de tiers** retrace les opérations traitées, en comptabilité générale en encaissements/décaissements, uniquement en comptes de tiers, **hors suivi budgétaire**. En cas de déséquilibre sur un exercice entre les encaissements et décaissements liés à ces opérations, celles-ci contribuent à la variation de trésorerie de l'organisme et doivent donc figurer sur une ligne dédiée du tableau d'équilibre financier.

Le tableau des opérations pour compte de tiers réalisées en 2024 met en évidence l'impact favorable de ces opérations sur la trésorerie, qu'elles conduisent à abonder à hauteur de 1,4 M€.

## 3. Analyse de la soutenabilité

Se donnant pour objectif de moderniser et de simplifier les règles budgétaires et financières applicables aux établissements d'enseignement supérieur et de recherche, le **décret n° 2024-1108 du 2 décembre 2024** relatif au budget et au régime financier des établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel (EPSCP) est venu tout récemment modifier la partie réglementaire du code de l'éducation relative au régime financier de ces établissements.

Ce décret prévoit en particulier une simplification de l'architecture budgétaire, la suppression de l'autorisation préalable du recteur de région académique pour effectuer un prélèvement sur les réserves et la suppression du critère de la perte au compte de résultat sur deux comptes financiers successifs pour entrer dans un plan de retour à l'équilibre financier (PREF). Plus précisément, le critère jusque-là primordial tenant au caractère bénéficiaire du compte de résultat, impliquant que les produits de l'exercice soient supérieurs à ses charges, est désormais remplacé par une **analyse de la soutenabilité budgétaire fondée sur trois critères** :

- Les **charges de personnel** doivent être inférieures à 83 % des produits encaissables (ratio « Dizambourg »), seuil porté à 85 % pour les Universités à dominante sciences humaines et sociales (SHS) comme Lyon 2
- Le niveau final de **fonds de roulement** (FDR) doit être supérieur à 15 jours de fonctionnement en CP hors investissement
- Le niveau final de **trésorerie** doit être supérieur à 30 jours de fonctionnement en CP hors investissement

Pour qu'un budget soit considéré comme soutenable, ces trois critères doivent être respectés.

### 3.1. Tableaux de situation patrimoniale

L'objectif de la **comptabilité générale, dite « en droits constatés »**, consiste à organiser des données financières en enregistrant les opérations ayant un impact sur le patrimoine et la caisse d'une entité, et ce afin de disposer d'une connaissance exhaustive dudit patrimoine et de permettre la justification des actes





effectués auprès de tiers. Il ne s'agit pas seulement de savoir ce dont l'Université dispose en trésorerie sur son compte bancaire, mais également d'apprécier ses biens, ses créances et ses dettes, ainsi que les engagements qu'elle peut être amenée à honorer dans le futur.

En comptabilité générale, les charges et les produits sont comptabilisés au moment de leur constatation et font l'objet d'un rattachement à l'exercice. L'impact se produit au moment du service fait, lequel revient à constater une dette de l'établissement vis-à-vis d'un tiers.

### 3.1.1. Compte de résultat prévisionnel

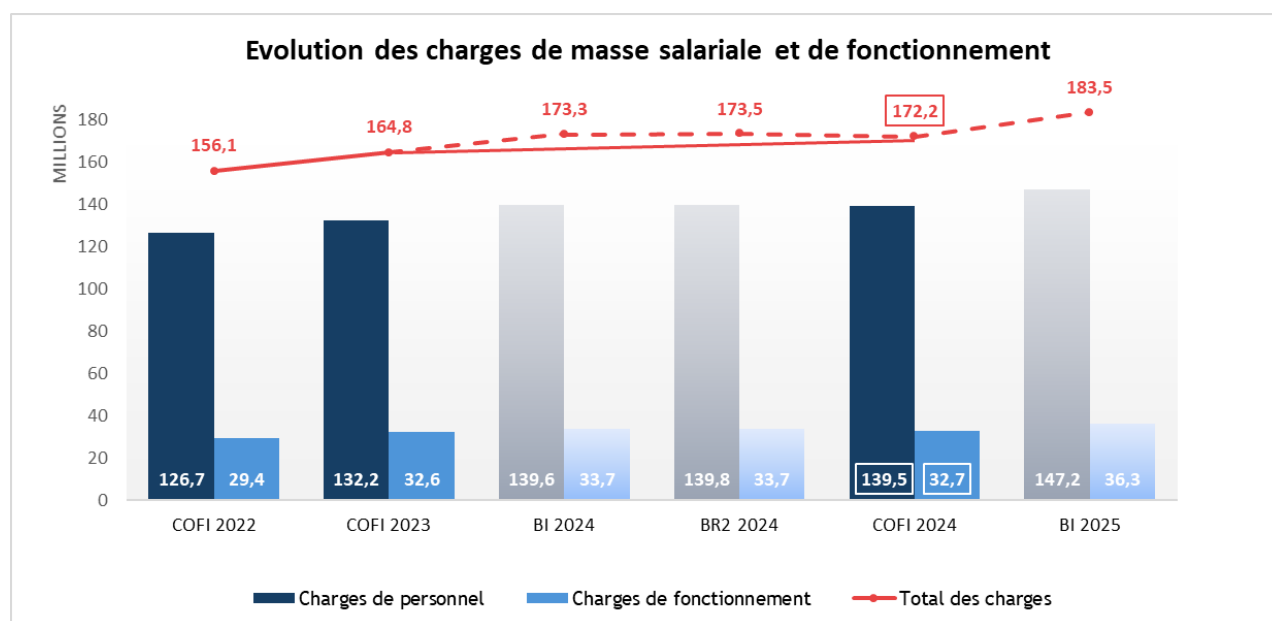


Le **compte de résultat** retrace, hors investissements, les appauvrissements et enrichissements attendus sur l'exercice, qu'ils soient monétaires ou non. Le **résultat net comptable** correspond au bénéfice ou au déficit de la période, mesuré par la différence entre les produits et les charges (au sens comptable) de l'exercice. Il mesure les ressources nettes restant à l'établissement à l'issue de l'exercice.

Les dépenses décaissables sont celles qui entraînent des sorties de caisse directes, tandis que les charges non décaissables sont celles qui n'entraînent pas de mouvements financiers directs (par exemple les dotations aux amortissements).

#### 3.1.1.1 Niveau des charges de masse salariale et de fonctionnement

En comptabilité générale, les charges de l'exercice 2024 s'établissent au niveau de 172,2 M€, en progression de 7,3 M€ par rapport à l'exercice précédent.



A l'instar du constat fait en comptabilité budgétaire, cette augmentation trouve son origine dans l'évolution forte des charges de personnel, qui, avec un niveau de 139,5 M€, progressent à elles seules de 5,5 %, soit + 7,2 M€ en une année.

#### Charges de masse salariale

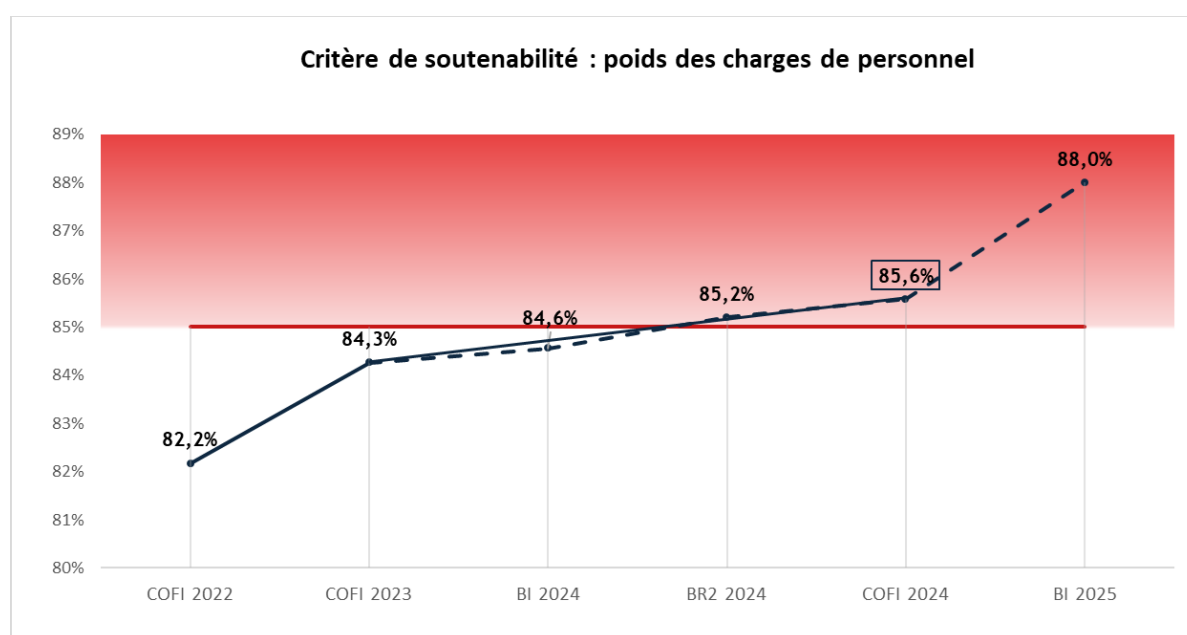
L'accélération du rythme d'évolution des **charges de personnel**, déjà constatée en 2023 (+ 4,4 %, contre + 2,9 % en 2022 et + 3,4 % en 2021), s'explique par les différents facteurs commentés précédemment : effet des mesures nationales de revalorisation salariale décidées en 2022 et 2023, campagnes d'emplois 2023 et 2024, déploiement de mesures indemnitaires obligatoires, dynamisme des conventions de recherche. Il convient également de tenir compte de la charge annuelle mécanique que représente le GVT pour l'établissement (+ 0,9 M€ en 2024), alors qu'en raison



de la structure en emplois et de la pyramide des âges, l'Université n'a qu'une prise limitée sur cette charge croissante non compensée par l'État depuis 2018.

L'accélération du rythme des charges de personnel constitue bien entendu un point très fort de vigilance pour l'établissement, et ce, d'autant plus qu'en 2024, le contexte budgétaire contraint et le caractère seulement partiel des compensations accordées par l'État au titre des mesures de revalorisation salariale ne permettent pas aux produits encaissables d'évoluer dans des proportions comparables.

En conséquence, l'indicateur relatif au **poids de la masse salariale**, qui constitue l'un des trois critères rénovés de la soutenabilité budgétaire, s'établit à 85,6 %, et dépasse ainsi le seuil de 85 % fixé par l'arrêté du 5 décembre 2024 *relatif aux seuils de soutenabilité budgétaire des EPSCP du ministère chargé de l'enseignement supérieur*.



Ce dépassement va conduire l'Université à présenter, dans le délai réglementaire de trois mois après l'approbation de son compte financier, une **délibération sur les conditions de retour à l'équilibre**, et un budget rectificatif traduisant ces mesures. Un avis conforme devra être rendu par le recteur de région académique sur le projet de délibération pour que ce dernier puisse être soumis au vote du conseil d'administration.

Il convient toutefois de considérer ce niveau au regard du poids mécaniquement croissant de la masse salariale dans la SCSP, en conséquence des nombreuses mesures décidées à l'échelle nationale adoptées ces dernières années, dont la LPR et les mesures de revalorisation salariales décidées en 2022 et 2023 sont les dernières en date. La seule neutralisation du reste à charge qui pèse sur l'Université au titre du relèvement du point d'indice en 2022 et des mesures du « Rendez-vous salarial du 12 juin 2023 » conduit à réduire ce taux à 84,1 %, niveau qui, s'il reste élevé, demeure néanmoins soutenable au regard du seuil fixé par arrêté ministériel.

## Charges de fonctionnement

Les **charges de fonctionnement** constatées au CF 2024 s'élèvent à 32,7 M€, niveau particulièrement proche de celui constaté en 2023 (+ 117,1 k€).

Leur montant, nettement supérieur à celui des dépenses de fonctionnement issues de la comptabilité budgétaire, s'explique principalement par le fait que leur périmètre englobe, en plus des dépenses en droits constatés, les charges calculées : dotations aux amortissements et aux provisions (DAP), qui constituent des charges non décaissables, et charges à payer et charges constatées d'avance, qui permettent d'assurer le bon rattachement à l'exercice comptable.

En 2024, les charges de fonctionnement décaissables de l'Université présentent un niveau de 20,9 M€, et les charges non décaissables un niveau de 11,8 M€, dont 11,7 M€ au titre de la dotation aux amortissements. Il est relevé que si la part financée de la DAP augmente en 2024 (63,3 % contre 57,7 % en 2023), la DAP nette pèse cependant à hauteur de 4,4 M€ sur le résultat de l'exercice.

### 3.1.1.2 Niveau des produits

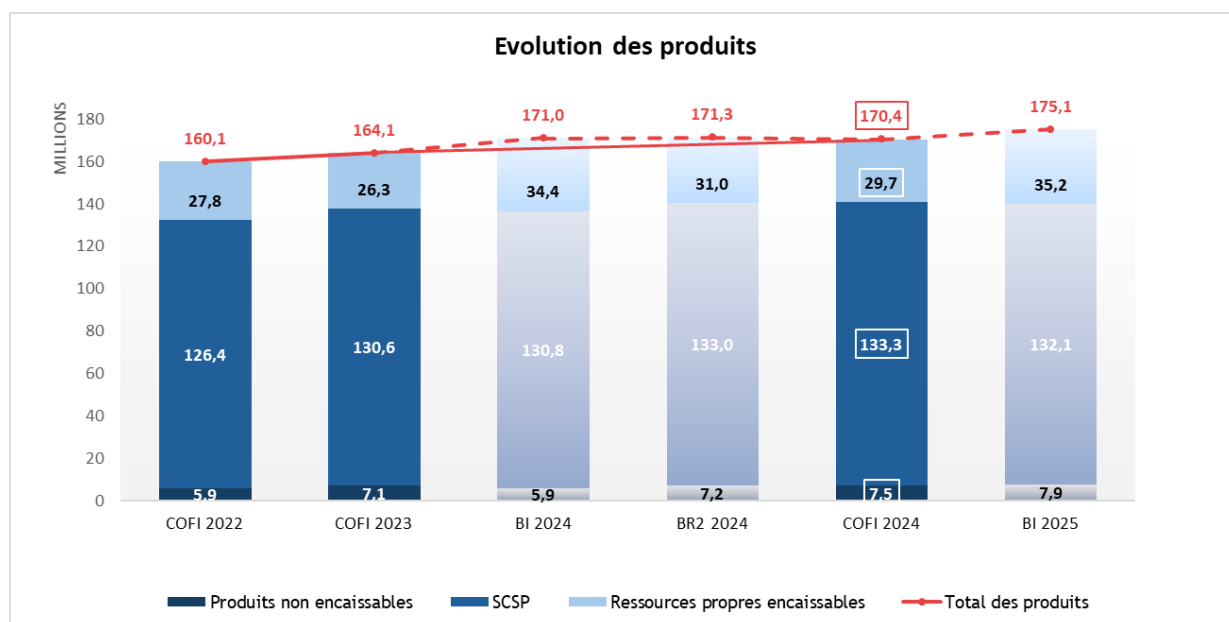


Les **produits encaissables** génèrent des rentrées directes de trésorerie tandis que les **produits non encaissables** n'en génèrent pas (par exemple la reprise au compte de résultat de la quote-part de subventions d'équipement).

Les **ressources propres** correspondent à l'ensemble des produits encaissables hors SCSP.

Les **produits** de l'exercice 2024 s'établissent à 170,4 M€, soit un niveau en progression de 6,4 M€ par rapport à l'exercice précédent.

On relève notamment les évolutions favorables suivantes : + 3,5 M€ pour les subventions de l'État (SCSP, financements ANR, etc.), + 2,6 M€ pour les autres subventions (Union européenne, Région, autres entités publiques, etc.) et + 573,3 k€ pour les autres produits (dont + 354,5 k€ au titre des produits non encaissables, qui permettent de compenser le poids de la DAP).



Le **poids des ressources propres encaissables** augmente en 2024 pour se situer à 18,2 %, contre 16,8 % en 2023. Ce ratio positif, très éloigné de la zone d'alerte ministérielle fixée à 13 %, est à mettre en lien avec la multiplication des réponses aux appels à projets proposée par l'établissement, mais également à un effet conjoncturel dû à un changement dans le traitement comptable des conventions pluriannuelles qui a conduit à constater un très fort niveau de produits à recevoir sur l'exercice 2024. Ces éléments sont détaillés dans l'annexe du CF 2024.

Ces éléments favorables ne parviennent pas toutefois à compenser la très forte hausse des charges de personnel qui pèse sur l'équilibre financier de l'établissement.

### 3.1.1.3 Résultat prévisionnel

Les produits constatés en 2024 affichant un niveau inférieur à celui des charges, le compte de résultat présente un déficit de 1,7 M€, soit un niveau en dégradation de celui constaté les exercices précédents. Il est la conséquence de plusieurs dynamiques, détaillées dans l'annexe du CF 2024.

Comme cela était prévu au stade des prévisions budgétaires, ce niveau est entièrement couvert par les mesures exogènes qui pèsent sur l'établissement, au premier rang desquelles la part non compensée des mesures salariales décidées par l'État au titre du soutien au pouvoir d'achat en 2022 et 2023 (2,7 M€) la hausse du coût des fluides constatée depuis la crise énergétique de 2022 (+ 745,8 k€ par rapport à l'exercice 2021).

### 3.1.2. Capacité/Insuffisance d'autofinancement

La capacité d'autofinancement (CAF) ou l'insuffisance d'autofinancement (IAF) correspond à l'ensemble des ressources financières générées par les opérations de gestion de l'établissement et dont il pourrait disposer pour couvrir ses autres besoins (CAF) ou qui lui manquent pour couvrir ses autres besoins (IAF). Elle mesure



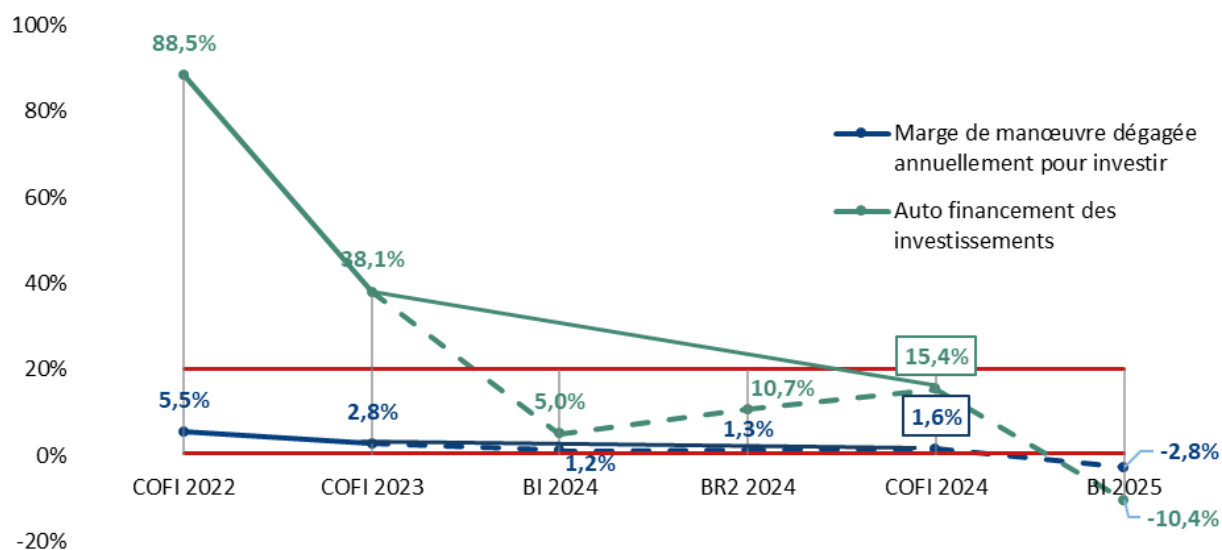
donc la capacité de ce dernier à financer, sur ses propres ressources, les besoins liés à son existence, tels que les investissements ou les remboursements de dettes.

La neutralisation des charges non décaissables (amortissements et provisions) et des produits non encaissables (reprises et quote-part des subventions d'investissement virée au résultat de l'exercice) permet de déduire du résultat le montant de la CAF 2024. Avec un niveau de 2,6 M€ (contre 2,1 M€ envisagés au stade des dernières prévisions budgétaires, la CAF de l'exercice 2024 présente un niveau satisfaisant, quoique substantiellement inférieur à ceux constatés en 2022 (8,5 M€) et en 2023 (4,4 M€).

Ce niveau de CAF conduit à constater :

- Un **taux d'autofinancement** des investissements de 15,6 %, situé dans la zone d'alerte ministérielle, qu'il convient toutefois de relativiser au regard du volume des ressources issues de financements de tiers constaté en 2024 dont le calcul du ratio ne tient pas compte ;
- Un taux de 1,6 % pour l'indicateur relatif à la **marge de manœuvre dégagée annuellement pour investir**, supérieur aux seuils ministériels de vigilance et d'alerte.

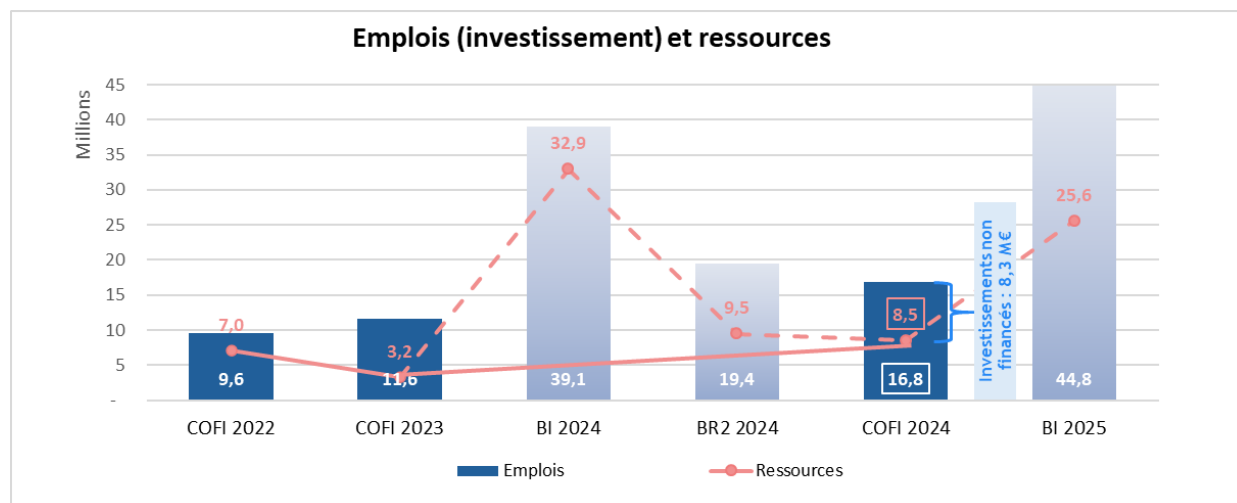
Ratios relatifs à la CAF



### 3.1.3. Investissements (emplois) et ressources

Les investissements (emplois) de l'exercice 2024 s'établissent à 16,8 M€, soit un montant supérieur de 5,1 M€ à celui constaté en 2023. Comme en comptabilité budgétaire pour les dépenses d'investissement, ce niveau s'explique principalement par l'avancée des travaux réalisés sur l'opération La Ruche.

Ces emplois sont financés à hauteur de 8,5 M€ par des ressources d'investissement, dont 944,5 k€ issus de financements de l'État et 7,6 M€ issus de financements d'autres tiers (Région Auvergne Rhône Alpes notamment).



Ces ressources permettent de couvrir 50,8 % des investissements réalisés, mais laissent un niveau d'emplois non financés par des tiers de 8,3 M€. Le niveau de CAF permet cependant d'en couvrir 2,6 M€, réduisant ainsi le montant du prélèvement effectué sur le fonds de roulement de l'Université à 5,7 M€.

### 3.1.4. Fonds de roulement, besoin en fonds de roulement et trésorerie

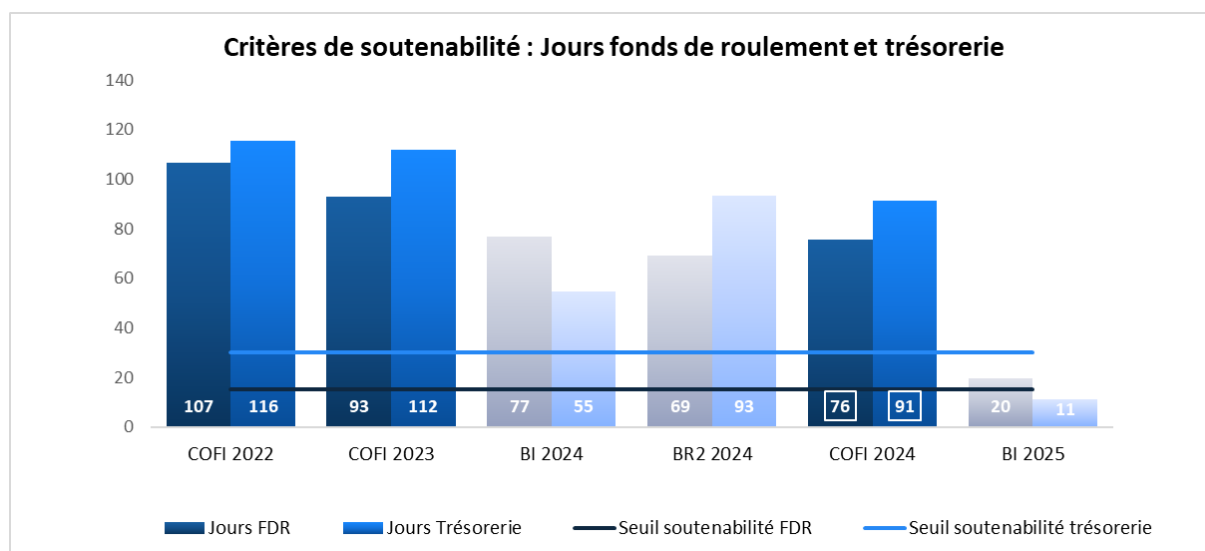
Le **fonds de roulement** (FDR) constitue un excédent de ressources stables qui va permettre de financer une partie des besoins à court terme de l'établissement autrement appelés besoins en fonds de roulement. En comptabilité budgétaire, il correspond à la somme des excédents que l'établissement a dégagés au cours du temps. Si le fonds de roulement est positif, l'équilibre financier est donc respecté et l'établissement dispose grâce au fonds de roulement d'un excédent de ressources stables qui lui permettra de financer ses autres besoins de financement à court terme.

La **trésorerie** correspond aux liquidités dont l'établissement dispose quoiqu'il arrive et quasi immédiatement. En terme comptable, c'est la différence entre le fonds de roulement de la structure et son besoin en fonds de roulement.

La trésorerie est évaluée à sa capacité à répondre à un besoin de financement mesuré en jours de dépenses décaissables de fonctionnement. Une dégradation de cet indicateur pourrait conduire l'établissement à ne plus être en mesure de répondre à ses obligations.

L'exercice 2024 se traduit par un nouveau prélèvement effectué sur le **FDR** de l'Université, à hauteur de 5,7 M€ (contre - 4 M€ en 2023). Au 31 décembre 2024, le FDR s'établit ainsi à un niveau de 33,3 M€, représentant 75,8 jours de charges de fonctionnement décaissables, soit un niveau largement supérieur au seuil de soutenabilité fixé par l'arrêté du 5 décembre 2024 précité, fixé à 15 jours.

De même, bien que prélevée de 6,7 M€, la **trésorerie** de l'établissement demeure de 40,2 M€ au 31 décembre 2024, soit un niveau de 91,4 jours de fonctionnement également bien supérieur au seuil de soutenabilité ministériel, fixé à 30 jours.



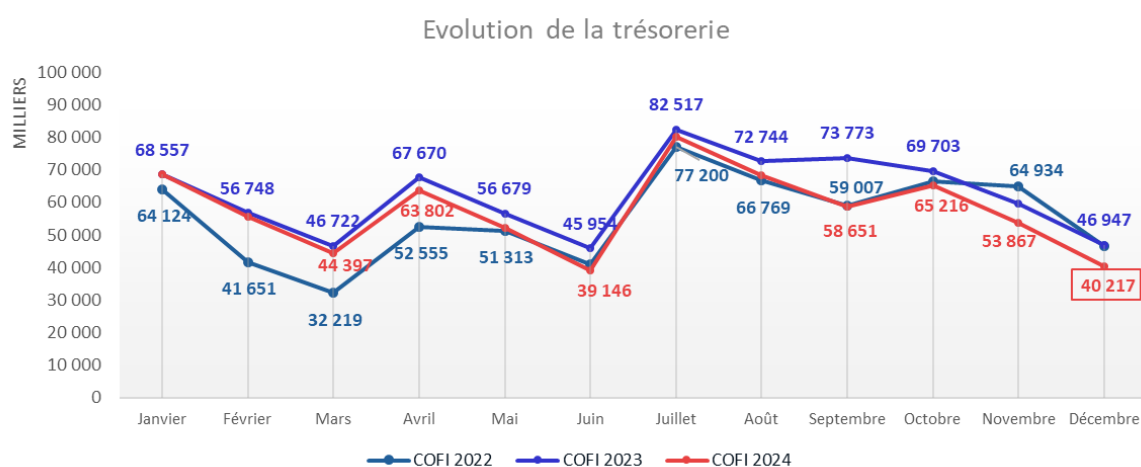
Enfin, en perspective des niveaux de la trésorerie et FDR, le niveau du besoin en fonds de roulement (BFR) s'élève à - 6,9 M€ (contre - 7,9 M€ en 2023), soit un positionnement habituel pour un EPSCP. Par ailleurs, la variation du BFR, qui reflète l'écart dans le bilan entre les créances et les dettes d'exploitation de l'établissement, s'élève à 1,1 M€ (- 4,3 M€ au CF 2023).

## 3.2. Plan de trésorerie



La bonne appréhension de la trésorerie permet d'ajuster les financements aux besoins de décaissement, d'éviter la constitution de disponibilités superflues ou à l'inverse des tensions sur la trésorerie.

Le CF 2024 affiche une variation négative de la trésorerie de 6,7 M€, le déficit du solde budgétaire de 8,2 M€ étant partiellement compensé par l'impact positif des opérations pour compte de tiers (+ 1,4 M€). Ce prélèvement porte le niveau de la trésorerie au 31 décembre 2024 à 40,2 M€, soit un niveau inférieur de 1,8 M€ par rapport à celui projeté au stade des dernières prévisions budgétaires 2024.



Ainsi que l'illustre le plan de trésorerie, l'exécution 2024 a pu se dérouler comme les années précédentes, sans tension sur le niveau de trésorerie disponible.

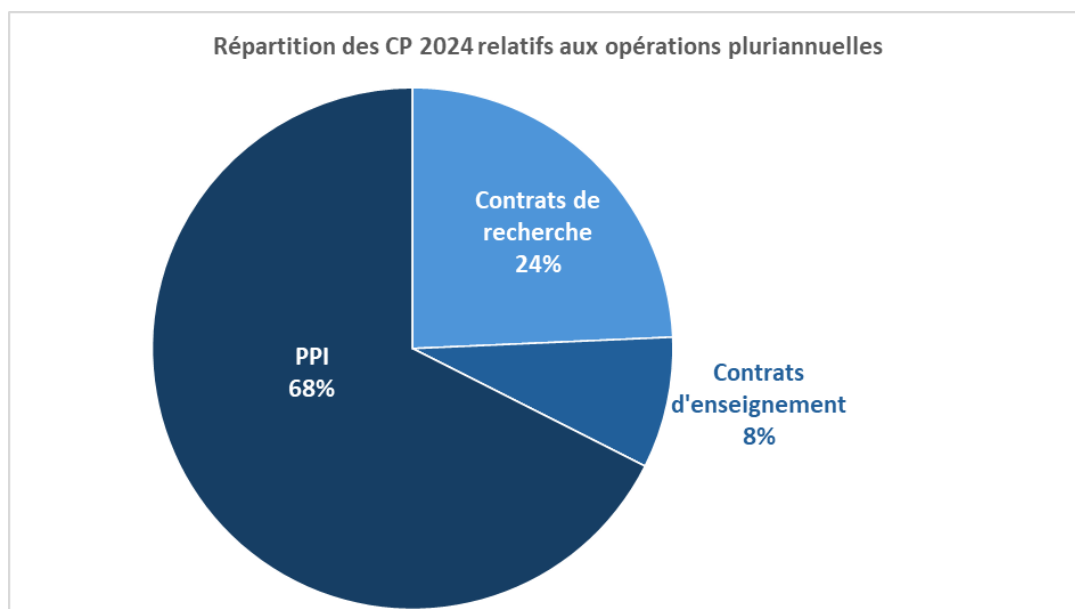
### 3.3. Tableaux relatifs aux opérations pluriannuelles



Les tableaux relatifs aux opérations pluriannuelles n'ont pas vocation à recenser l'ensemble des engagements juridiques prévus dans le tableau des autorisations budgétaires. Ils ciblent les opérations pluriannuelles significatives d'un point de vue financier (en dépenses et/ou recettes) et permettent, en conséquence, d'apprécier la soutenabilité de ces opérations sur leur durée.

Les opérations pluriannuelles suivies dans le cadre de la liasse budgétaire se répartissent entre quatre catégories :

- Les opérations immobilières inscrites au PPI de l'établissement, qui, avec un volume de 10,5 M€, présentent un poids prédominant. Elles représentent 68 % des CP consommés au titre des opérations pluriannuelles en 2024 ;
- Les contrats de recherche, dont le volume financier de 3,8 M€, en augmentation par rapport à l'exercice précédent, représente en 2024 24 % des CP consommés sur les opérations pluriannuelles ;
- Les contrats d'enseignement, qui mobilisent 1,3 M€ en 2024, et présentent ainsi une légère contraction par rapport à 2023 (- 142,1 k€) ;
- Enfin, les opérations conduites dans le cadre du Plan de relance, qui n'ont pas donné lieu à réalisation en 2024, mais qui s'achèveront en 2025 avec l'installation des panneaux photovoltaïques destinés à l'autoproduction d'électricité sur La Ruche.



Les opérations pluriannuelles de l'Université représentent un volume de CP consommés de 15,6 M€ en 2024, et un volume pluriannuel total de 110,6 M€ (dont 60,4 M€ pour l'opération La Ruche). Elles sont financées par des tiers à hauteur de 79,1 % (87,5 M€), le reste relevant d'un autofinancement de l'établissement.

8,8 M€ de financements de tiers (État, Région Auvergne-Rhône-Alpes, Union européenne notamment) ont pu être encaissés en 2024. Le CF 2024 présente en conséquence un solde budgétaire négatif de 6,8 M€ au titre des opérations pluriannuelles. Si ces dernières vont conduire, dès l'année 2025, à une mobilisation très conséquente de la trésorerie de l'Université, le solde budgétaire prévisionnel de ces opérations pour les exercices 2025 et suivants, de près de 16 M€, demeure toutefois absorbable au regard du niveau de la trésorerie constatée au 31 décembre 2024.

### 3.4. Tableau de synthèse budgétaire et comptable

Ce tableau a pour objet de rassembler tous les **agrégats significatifs** de comptabilité budgétaire et de comptabilité générale issus des différents autres tableaux de la liasse budgétaire. Il constitue un des vecteurs essentiels de l'analyse de la **soutenabilité budgétaire** et doit permettre aux tutelles et à l'autorité chargée du contrôle de disposer d'une information complète sur la santé financière de l'organisme.



Il matérialise et explique les écarts entre la variation du fonds de roulement (haut de bilan, création de richesse potentielle) et le solde budgétaire (bas de bilan, création de trésorerie effective hors opérations non budgétaires). Ces éléments permettent d'analyser la formation du BFR liée aux opérations non budgétaires. Il évalue par ailleurs les **restes à payer (RAP)**, qui permettent d'appréhender la soutenabilité sur le moyen et le long terme puisqu'ils représentent un montant de décaissements à venir incontournable, correspondant à la somme des CP restant à mobiliser. Les RAP peuvent ainsi s'apparenter à de la « quasi-dette » et doivent faire l'objet d'une attention toute particulière.

Les écarts entre comptabilité budgétaire et comptabilité générale proviennent de quatre natures d'opérations :

- Des opérations ayant donné lieu à encaissement ou décaissement mais dont le fait générateur ne se situe pas sur l'exercice et qui sont de ce fait retraitées en comptabilité générale : charges constatées d'avance ou à payer, produits constatés d'avance ou à recevoir ;
- Des opérations inscrites en comptabilité générale mais non budgétaires car ne donnant pas lieu à mouvement de trésorerie, les dotations aux amortissements et leur corollaire en recette, la quote-part de subvention reprise au résultat, les provisions et reprises sur provisions, certaines annulations de charges ou produits sur exercices antérieurs... ;
- Des opérations budgétaires et comptables ayant des faits générateurs sur des exercices différents : restes à recouvrer sur produits de l'exercice, recouvrements au titre d'exercices antérieurs, factures de l'exercice non soldées au 31 décembre ou paiement de factures de l'exercice précédent ;
- Enfin, les opérations d'investissement qui figurent dans le solde budgétaire mais pas dans le résultat comptable.

Le retraitement de ces opérations permet de passer du résultat comptable au solde budgétaire et inversement.

Le tableau de synthèse budgétaire et comptable présenté pour l'exercice 2024 reprend l'ensemble des éléments présentés ci-dessus et ceux commentés dans l'annexe du CF 2024,



## 3.5. Principaux indicateurs financiers

Le tableau ci-dessous récapitule les principaux indicateurs financiers, mobilisés pour apprécier la soutenabilité budgétaire et la solidité de la situation financière des EPSCP.

Les valeurs sont affectées d'un code couleur selon qu'elles se situent en deçà des seuils ministériels en vigueur (en vert), qu'elles relèvent d'une alerte (en rouge) ou qu'elles appellent à la vigilance (en orange).

Indicateurs	Calcul	Seuils ministériels	COFI 2021	COFI 2022	COFI 2023	BI 2024	BR2 2024	COFI 2024
Equilibre financier								
Taux de déficit	Résultat / Total des produits	Vigilance : entre 0 et 2 % Alerte : inférieur à 0%	0,7%	2,5%	-0,5%	-1,4%	-1,3%	-1,0%
CAF/IAF	Produits encaissables - Charges décaissables	Alerte : inférieur à 0	5,0 M€	8,5 M€	4,4 M€	2,0 M€	2,1 M€	2,6 M€
Marge de manœuvre dégagée annuellement pour investir	CAF / Produits encaissables	Vigilance si 1% > taux > 0,5% Alerte si 0,5% > taux	3,4%	5,5%	2,8%	1,2%	1,3%	1,6%
Cycle d'exploitation								
FDR en nombre de jours	(FDR/CP hors investissement) x 360	Critère de soutenabilité : > 15 jours	94,8	106,6	93,1	76,8	69,1	75,8
Trésorerie en nombre de jours	(Trésorerie/CP hors investissement) x 360	Critère de soutenabilité : > 30 jours	111,4	115,6	112,1	54,6	93,3	91,4
BFR	Actif circulant - Dettes circulantes		-6,5 M€	-3,6 M€	-7,9 M€	10,1 M€	-10,6 M€	-6,9 M€
Financement de l'activité								
Equilibre économique	Charges décaissables / Produits encaissables	Vigilance : 100% > taux > 98%. Alerte : taux > à 100%	96,6%	94,5%	97,2%	98,8%	98,7%	98,4%
Poids des charges de personnel	Charges de personnel / Produits encaissables	Critère de soutenabilité : < à 85 %	84,0%	82,2%	84,3%	84,6%	85,2%	85,6%
Poids des charges de fonctionnement décaissables	Charges de fonct. décaissables / Produits encaissables		12,6%	12,3%	12,9%	14,3%	13,5%	12,8%
Poids des ressources propres	Ressources propres / Produits encaissables	Vigilance : entre 15% et 13% Alerte : taux < à 13%	15,8%	18,0%	16,8%	20,8%	18,9%	18,2%
Investissements								
Poids DAP sur les charges de fonct. décaissables	DAP / Charges de fonctionnement décaissables		52,6%	54,8%	60,8%	43,0%	51,7%	56,4%
Auto financement des investissements	CAF / Investissements (emplois)	Vigilance : 30% > taux > 20% Alerte : taux < 20 %	60,5%	88,5%	38,1%	5,0%	10,7%	15,4%
Indicateurs budgétaires								
Poids relatif des RAP	Stock de RAP / (CP de personnel + CP d'investissement)		32,8%	18,7%	158,3%	34,7%	97,8%	126,5%
Poids relatif des dépenses de personnel	CP de personnel / (CP de personnel + CP de fonctionnement)		88,3%	88,4%	88,6%	86,6%	87,4%	88,9%
Poids des recettes propres	Recettes propres / Recettes budgétaires		10,1%	10,0%	11,5%	12,1%	11,4%	11,8%

## 4. Impact financier du COMP

La mise en œuvre du COMP, telle que prévue dans le cadre des circulaires des 22 mars 2023 et 5 octobre 2023, implique un suivi de l'utilisation des crédits alloués au titre de ce dispositif par le Ministère. Pour mémoire, la budgétisation des moyens nécessaires à la réalisation des actions contractualisées avec l'État a été prévue, pour les exercices 2024, 2025 et 2026 de la façon suivante :

TOTAL COMP								
	BR2 2024		BI 2025		2026		TOTAL	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
MS	805 130	805 130	1 740 296	1 740 296	1 968 296	1 968 296	4 513 722	4 513 722
F	255 000	255 000	738 187	738 187	791 636	791 636	1 784 823	1 784 823
I	758 123	758 123	308 217	308 217	218 000	218 000	1 284 340	1 284 340
<b>TOTAL</b>	<b>1 818 253</b>	<b>1 818 253</b>	<b>2 786 700</b>	<b>2 786 700</b>	<b>2 977 932</b>	<b>2 977 932</b>	<b>7 582 885</b>	<b>7 582 885</b>

Ainsi, le montant total du COMP, de 7,6 M€, recouvre d'une part les dépenses financées par le Ministère dans le cadre de la SCSP (3,2 M€), et celles financées sur ressources propres de l'établissement (4,4 M€).

Le détail des prévisions par objectifs et par actions permet de souligner la forte impulsion donnée, dès 2024, à la mise en œuvre de l'ensemble des objectifs du COMP, et, tout particulièrement, « TEDS », « Gestion et pilotage » et « Université et société ».

OBJECTIF 1 : FORMATION									
Actions		CF 2024		BI 2025		2026		TOTAL	
		AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Transformation de l'offre de formation	MS	63 725	63 725	244 416	244 416	270 691	270 691	578 832	578 832
	F	0	0	0	0	0	0	0	0
	I	0	0	0	0	0	0	0	0
	Total Action	63 725	63 725	244 416	244 416	270 691	270 691	578 832	578 832
Ouverture de formations à l'alternance	MS	5 263	5 263	180 000	180 000	174 737	174 737	360 000	360 000
	F	0	0	0	0	0	0	0	0
	I	0	0	0	0	0	0	0	0
	Total Action	5 263	5 263	180 000	180 000	174 737	174 737	360 000	360 000
Architecte accompagnateur de parcours (VAE)	MS	0	0	33 750	33 750	45 000	45 000	78 750	78 750
	F	0	0	0	0	0	0	0	0
	I	0	0	0	0	0	0	0	0
	Total Action	0	0	33 750	33 750	45 000	45 000	78 750	78 750
<b>TOTAL OBJ. 1</b>		<b>68 988</b>	<b>68 988</b>	<b>458 166</b>	<b>458 166</b>	<b>490 428</b>	<b>490 428</b>	<b>1 017 582</b>	<b>1 017 582</b>

OBJECTIF 2 : RECHERCHE									
Actions		CF 2024		BI 2025		2026		TOTAL	
		AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Données recherche	MS	0	0	0	0	0	0	0	0
	F	0	0	0	0	67 500	67 500	67 500	67 500
	I	0	0	0	0	100 000	100 000	100 000	100 000
	Total Action	0	0	0	0	167 500	167 500	167 500	167 500
Plateforme OMEAA	MS	0	0	0	0	0	0	0	0
	F	0	0	0	0	0	0	0	0
	I	0	0	280 000	280 000	0	0	280 000	280 000
	Total Action	0	0	280 000	280 000	0	0	280 000	280 000
France 2030	MS	14 724	14 724	156 000	156 000	164 026	164 026	334 750	334 750
	F	0	0	0	0	0	0	0	0
	I	0	0	0	0	0	0	0	0
	Total Action	14 724	14 724	156 000	156 000	164 026	164 026	334 750	334 750
Projet RISE	MS	152 091	152 091	205 000	205 000	217 909	217 909	575 000	575 000
	F	0	0	40 000	40 000	43 250	43 250	83 250	83 250
	I	0	0	18 000	18 000	18 000	18 000	36 000	36 000
	Total Action	152 091	152 091	263 000	263 000	279 159	279 159	694 250	694 250
Labellisation HSR4R	MS	0	0	37 500	37 500	45 000	45 000	82 500	82 500
	F	0	0	1 000	1 000	1 500	1 500	2 500	2 500
	I	0	0	0	0	0	0	0	0
	Total Action	0	0	38 500	38 500	46 500	46 500	85 000	85 000
Ecoles graduées	MS	0	0	22 500	22 500	22 500	22 500	45 000	45 000
	F	0	0	60 000	60 000	60 000	60 000	120 000	120 000
	I	0	0	0	0	0	0	0	0
	Total Action	0	0	82 500	82 500	82 500	82 500	165 000	165 000
TOTAL OBJ. 2		166 815	166 815	820 000	820 000	739 685	739 685	1 726 500	1 726 500

OBJECTIF 3 : TEDS									
Actions		CF 2024		BI 2025		2026		TOTAL	
		AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
TEDS Formation	MS	37 440	37 440	53 940	53 940	53 940	53 940	145 320	145 320
	F	0	0	30 000	30 000	30 000	30 000	60 000	60 000
	I	0	0	0	0	0	0	0	0
	Total Action	37 440	37 440	83 940	83 940	83 940	83 940	205 320	205 320
Campus en transition	MS	138 241	138 241	211 500	211 500	172 259	172 259	522 000	522 000
	F	76 929	35 240	120 000	120 000	103 071	144 760	300 000	300 000
	I	725 489	448 972	0	0	-25 489	251 028	700 000	700 000
	Total Action	940 659	622 453	331 500	331 500	249 841	568 047	1 522 000	1 522 000
TOTAL OBJ. 3		978 099	659 893	415 440	415 440	333 781	651 987	1 727 320	1 727 320

OBJECTIF 4 : BIEN-ETRE & REUSSITE DES ETUDIANTS									
Actions		CF 2024		BI 2025		2026		TOTAL	
		AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
SDVE	MS	20 653	20 653	45 000	45 000	39 347	39 347	105 000	105 000
	F	0	0	43 500	43 500	83 500	83 500	127 000	127 000
	I	0	0	0	0	0	0	0	0
	Total Action	20 653	20 653	88 500	88 500	122 847	122 847	232 000	232 000
Qualité de l'accueil	MS	73 874	73 874	45 000	45 000	16 126	16 126	135 000	135 000
	F	0	0	17 437	17 437	22 886	22 886	40 323	40 323
	I	58 100	58 100	10 217	10 217	23	23	68 340	68 340
	Total Action	131 974	131 974	72 654	72 654	39 035	39 035	243 663	243 663
TOTAL OBJ. 4		152 627	152 627	161 154	161 154	161 882	161 882	475 663	475 663

OBJECTIF 5 : GESTION ET PILOTAGE									
Actions		CF 2024		BI 2025		2026		TOTAL	
		AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
SI décisionnel SI Formation	MS	306 783	306 783	273 000	273 000	320 217	320 217	900 000	900 000
	F	31 290	31 290	128 000	128 000	171 710	171 710	331 000	331 000
	I	0	0	0	0	50 000	50 000	50 000	50 000
	Total Action	338 073	338 073	401 000	401 000	541 927	541 927	1 281 000	1 281 000
Amélioration SSI	MS	14 786	14 786	10 000	10 000	5 214	5 214	30 000	30 000
	F	3 600	0	95 000	95 000	286 400	290 000	385 000	385 000
	I	0	0	0	0	0	0	0	0
	Total Action	18 386	14 786	105 000	105 000	291 614	295 214	415 000	415 000
SDSIN 2026-2030	MS	0	0	0	0	0	0	0	0
	F	0	0	160 000	160 000	0	0	160 000	160 000
	I	0	0	0	0	0	0	0	0
	Total Action	0	0	160 000	160 000	0	0	160 000	160 000
TOTAL OBJ. 5		356 459	352 859	666 000	666 000	833 541	837 141	1 856 000	1 856 000

OBJECTIF 6 : UNIVERSITE ET SOCIETE									
Actions		CF 2024		BI 2025		2026		TOTAL	
		AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Structuration démarche partenariale	MS	38 166	38 166	82 500	82 500	96 834	96 834	217 500	217 500
	F	7 320	2 196	25 000	25 000	37 680	42 804	70 000	70 000
	I	0	0	0	0	50 000	50 000	50 000	50 000
	Total Action	45 486	40 362	107 500	107 500	184 514	189 638	337 500	337 500
Collaborations innovantes	MS	155 962	155 962	115 440	115 440	74 918	74 918	346 320	346 320
	F	0	0	10 000	10 000	10 000	10 000	20 000	20 000
	I	0	0	0	0	0	0	0	0
	Total Action	155 962	155 962	125 440	125 440	84 918	84 918	366 320	366 320
Réseau Alumni	MS	0	0	24 750	24 750	33 000	33 000	57 750	57 750
	F	0	0	8 250	8 250	10 000	10 000	18 250	18 250
	I	0	0	0	0	0	0	0	0
	Total Action	0	0	33 000	33 000	43 000	43 000	76 000	76 000
TOTAL OBJ. 6		201 448	196 324	265 940	265 940	312 432	317 556	779 820	779 820

TOTAL COMP									
		CF 2024		BI 2025		2026		TOTAL	
		AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
MS		1 021 708	1 021 708	1 740 296	1 740 296	1 751 718	1 751 718	4 513 722	4 513 722
F		119 139	68 726	738 187	738 187	927 497	977 910	1 784 823	1 784 823
I		783 589	507 072	308 217	308 217	192 534	469 051	1 284 340	1 284 340
TOTAL		1 924 436	1 597 506	2 786 700	2 786 700	2 871 749	3 198 679	7 582 885	7 582 885

Ainsi, en 2024, 1,9 M€ d'AE et 1,6 M€ de CP ont été consommés au titre de la mise en œuvre du COMP. En recettes, 1 605 000 € ont été versés par l'État dans le cadre de la SCSP 2024 allouée à l'établissement. La mise en œuvre du COMP contribue ainsi à une amélioration du solde budgétaire de l'exercice 2025, à hauteur de 7 494 €.

L'exécution en comptabilité générale ne présentent pas d'écart notable avec la comptabilité budgétaire sur ces opérations, la mise en œuvre du COMP présente en 2024 un impact positif de 0,5 M€ sur le résultat prévisionnel de l'exercice. Le niveau des emplois constatés contribue quant à lui à prélever un montant de 0,5 M€ sur le fonds de roulement de l'établissement.

## 5. Annexes

---

1. Tableau 1 des autorisations d'emploi (pour vote)
2. Tableau 2 des autorisations budgétaires (pour vote)
3. Tableau 3 des dépenses par destination et des recettes par origine
4. Tableau 4 d'équilibre financier (pour vote)
5. Tableau 5 des opérations pour le compte de tiers
6. Tableau 6 de situation patrimoniale (pour vote)
7. Tableau 7 de plan de trésorerie
8. Tableau 8 des opérations sur recettes fléchées
9. Tableau 9 agrégé des opérations pluriannuelles (pour vote)
10. Tableau 10 détaillé des opérations pluriannuelles
11. Tableau 11 de synthèse budgétaire et comptable
12. DPGECP 1,2 & 3

